

(Communiqué au Conseil,  
aux Membres de la Société  
et aux Délégués à l'Assemblée.)

A. 6. (a). 1922.

Genève,  
le 28 août 1922.

## SOCIÉTÉ DES NATIONS

---

Rapport supplémentaire à la troisième Assemblée  
sur l'œuvre du Conseil et sur les mesures prises  
pour exécuter les décisions de l'Assemblée.  
(Juillet-Août 1922).

---

## LEAGUE OF NATIONS

---

Supplementary Report to the Third Assembly  
on the Work of the Council and on the  
Measures taken to execute the Decisions of  
the Assembly (July-August 1922).

## TABLE DES MATIÈRES

---

	Pages
<b>I. QUESTIONS JURIDIQUES :</b>	
I. Commission des Amendements au Pacte . . . . .	3
II. Procédé de conciliation . . . . .	3
<b>2. ARME ÉCONOMIQUE DE LA SOCIÉTÉ . . . . .</b>	<b>3</b>
<b>3. COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE . . . . .</b>	<b>4</b>
<b>4. GESTION DES FINANCES DE LA SOCIÉTÉ . . . . .</b>	<b>5</b>
<b>5. BUREAU DE LIAISON AVEC L'AMÉRIQUE LATINE . . . . .</b>	<b>5</b>
<b>6. RÉDUCTION DES ARMEMENTS . . . . .</b>	<b>6</b>
<b>7. QUESTIONS POLITIQUES:</b>	
I. Incursions sur les territoires des Etats limitrophes de la Bulgarie . . . . .	8
II. Frontière austro-hongroise . . . . .	9
III. Frontière serbo-hongroise . . . . .	9
<b>8. TERRITOIRE DU BASSIN DE LA SARRE . . . . .</b>	<b>10</b>
<b>9. MANDATS . . . . .</b>	<b>12</b>
<b>10. TRAVAUX DES ORGANISATIONS TECHNIQUES:</b>	
I. Commission économique et financière provisoire . . . . .	15
II. Organisation des Communications et du Transit . . . . .	15
III. Organisation d'Hygiène . . . . .	16
<b>11. LA CONFÉRENCE DE GÈNES ET LA SOCIÉTÉ DES NATIONS . . . . .</b>	<b>18</b>
<b>12. QUESTIONS HUMANITAIRES:</b>	
I. Trafic de l'opium et autres drogues nuisibles . . . . .	19
II. Traite des femmes et des enfants . . . . .	19
III. Déportation de femmes et d'enfants en Turquie et dans les pays avoisinants . .	19
<b>13. ŒUVRE DE SECOURS AUX RÉFUGIÉS RUSSES . . . . .</b>	<b>19</b>
<b>14. LA FAMINE EN RUSSIE . . . . .</b>	<b>20</b>
<b>15. COMMISSION DE COOPÉRATION INTELLECTUELLE . . . . .</b>	<b>21</b>

---

## QUESTIONS JURIDIQUES

---

### I. COMMISSION DES AMENDEMENTS AU PACTE.

Le Conseil a décidé, le 18 juillet, de s'en remettre au Président de la Commission des Amendements au Pacte (Rapport général, page 12) du soin de fixer, le cas échéant, la date de réunion de cette Commission.

### II. RAPPORT DE LA COMMISSION CHARGÉE D'ÉTUDIER LE PROCÉDÉ DE CONCILIATION.

Le Conseil a approuvé, le 18 juillet, le rapport de la Commission chargée d'étudier le procédé de conciliation (Rapport général, page 13).

---

## ARME ÉCONOMIQUE DE LA SOCIÉTÉ

---

Le Conseil, dans sa séance du 10 janvier, avait décidé d'inviter les Membres de la Société à présenter leurs observations sur les directives proposées pour l'emploi de l'arme économique en conformité des résolutions adoptées par l'Assemblée, le 4 octobre 1921. Des réponses ont été reçues des pays suivants :

Autriche  
Bulgarie  
Grande-Bretagne

Italie  
Japon  
Siam

Suède  
Suisse  
Tchécoslovaquie

Ces réponses ont été communiquées, à titre d'information, aux Membres du Conseil et aux Membres de la Société. La plupart des gouvernements se déclarent disposés à accepter les recommandations de l'Assemblée, mais quelques-uns font observer qu'il leur sera nécessaire de faire adopter une législation nouvelle pour pouvoir appliquer les mesures qu'ils auraient éventuellement à prendre. Certains gouvernements attirent l'attention sur les difficultés constitutionnelles et autres en face desquelles ils se trouvent.

---

## COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE

---

La séance d'ouverture de la première session ordinaire de la Cour a eu lieu le 15 juillet 1922. La Cour a été invitée par le Conseil à donner trois avis consultatifs, conformément à l'article 14 du Pacte.

Les deux premières questions posées à la Cour étaient les suivantes:

*Question n° I :*

« Le Délégué ouvrier des Pays-Bas à la troisième session de la Conférence internationale du Travail a-t-il été désigné en conformité des dispositions du paragraphe 3 de l'article 389 du Traité de Versailles ? »

*Question n° II :*

« La compétence de l'Organisation internationale du Travail s'étend-elle à la réglementation internationale des conditions du travail des personnes employées dans l'agriculture ? »

Le Conseil, sur la proposition du représentant de la France, décida, le 18 juillet, de demander à la Cour un avis complémentaire sur la question suivante:

*Question n° III :*

« L'examen de propositions tendant à organiser et à développer les moyens de production agricole et l'examen de toutes autres questions de même nature rentrent-ils dans la compétence de l'Organisation internationale du Travail ? »

Le Conseil a reçu l'avis de la Cour sur chacune de ces questions. En ce qui concerne la première, la réponse est affirmative. D'autre part, le délégué ouvrier des Pays-Bas à la troisième session de la Conférence internationale du Travail ayant été admis par la Conférence, la Cour a été d'avis que la question dont elle était saisie n'avait d'autre but que d'obtenir une interprétation des dispositions du paragraphe 3 de l'article 389 du Traité de Versailles.

La Cour a donné à la deuxième question qui lui était posée, une réponse affirmative. Deux Juges ne se sont pas ralliés à cet avis.

La Cour a donné à la troisième question une réponse négative.

*Chambres spéciales prévues par le Statut de la Cour.*

La Chambre du Travail sera, jusqu'au 31 décembre 1924, composée de la façon suivante:

*Membres :* Lord FINLAY (Président), MM. de BUSTAMANTE, ALTAMIRA, ANZILOTTI et HUBER.  
*Suppléants :* MM. NYHOLM et MOORE.

La Chambre du Transit et des Communications sera composée de la manière suivante:

*Membres :* MM. WEISS (Président), BARBOZA, NYHOLM, MOORE et ODA.  
*Suppléants :* MM. ANZILOTTI et HUBER.

La Cour a également décidé que sa Chambre de procédure sommaire serait composée pour l'année 1923 de la manière suivante:

*Membres :* MM. LODER (Président), WEISS, MOORE.  
*Suppléants :* Lord FINLAY, M. ALTAMIRA.

Jusqu'au 31 décembre 1922, la Chambre de procédure sommaire est composée comme suit:

*Membres :* M. LODER (Président), MM. WEISS et HUBER.  
*Suppléants :* Lord FINLAY et M. ALTAMIRA.

---

4

GESTION DES FINANCES DE LA SOCIÉTÉ

---

*Budget et vérification des comptes.*

Le Conseil a examiné le 17 juillet un rapport sur le budget du 5<sup>me</sup> exercice (1923), sur la vérification des comptes du 3<sup>me</sup> exercice (1921) et sur le premier rapport de la Commission de Contrôle (Rapport général, page 17).

Étant donné le temps très court dont il disposait avant l'expiration du délai dans lequel le budget du 5<sup>me</sup> exercice devait être communiqué aux Membres de la Société, après approbation par le Conseil, celui-ci a décidé de ne pas examiner ce budget au cours de la session.

Il a désiré, toutefois, affirmer de nouveau le droit qu'il avait réservé à ses membres lors de la session précédente (Rapport général, page 17), d'examiner ou d'amender ledit budget, en leur qualité de membres de l'Assemblée.

Le Conseil, en adoptant les comptes vérifiés du 3<sup>me</sup> exercice, a chargé le Secrétaire général de remercier le Gouvernement des Pays-Bas d'avoir mis des fonctionnaires de sa Cour des Comptes à la disposition de la Société. Le Conseil a remercié également le vérificateur et les membres de la Commission de Contrôle, pour le travail qu'ils avaient accompli.

*Commission de répartition des dépenses.*

La Commission de répartition des dépenses avait été invitée par le Conseil, le 14 janvier 1922, à poursuivre ses travaux conformément à la recommandation de la deuxième Assemblée.

La Commission, composée de M. J. RÉVEILLAUD (France), président, M. Barboza CARNEIRO (Brésil), M. JANCOVICI (Roumanie), M. SOLERI (Italie) et Sir Henry STRAKOSCH (Afrique du Sud), s'est réunie à Paris du 28 juin au 1<sup>er</sup> juillet 1922.

La Commission a présenté son rapport au Conseil qui, le 17 juillet, a autorisé le Secrétaire général à communiquer ce rapport aux Membres de la Société, afin qu'ils puissent l'examiner avant la réunion de l'Assemblée.

---

5

CRÉATION D'UN BUREAU DE LIAISON AVEC LES ÉTATS  
DE L'AMÉRIQUE LATINE

---

Dans sa séance du 1<sup>er</sup> octobre 1921, la 2<sup>me</sup> Assemblée de la Société des Nations, approuvant le rapport présenté par la 4<sup>me</sup> Commission, a décidé l'établissement d'un Bureau de liaison entre la Société des Nations et les États de l'Amérique Latine, et a laissé au Secrétaire général le soin de soumettre au Conseil des propositions concernant les détails de sa réalisation. Une somme de 97.715 francs a été prévue au Budget pour l'établissement du Bureau.

En exécution de cette décision, le Secrétaire général a soumis un memorandum au Conseil qui y a donné son approbation le 11 mai 1922. Le Secrétaire général signalait que les résultats du voyage entrepris en 1921 par deux membres du Secrétariat dans l'Amérique latine, ne lui permettaient pas d'indiquer quelle ville devait être choisie pour y établir le siège du Bureau. Il ajoutait cependant qu'il lui paraissait indispensable de se conformer au plus tôt à l'esprit de la résolution de l'Assemblée, en faisant un effort pour améliorer la liaison entre les organes centraux de la Société des Nations et les États de l'Amérique latine. Il proposait en conséquence de constituer immédiatement à Genève un Bureau restreint dont les membres seraient choisis par le Secrétaire général parmi les ressortissants des États de l'Amérique latine. Les nominations devaient avoir un caractère provisoire et pourraient prendre fin à l'expiration d'une année, de façon à ce que la 3<sup>me</sup> Assemblée restât libre de fixer définitivement le siège du Bureau.

A la suite de l'approbation donnée par le Conseil au programme du Secrétaire général, une correspondance échangée entre le Secrétaire général et les représentants d'un certain nombre d'Etats de l'Amérique latine, démontra que, tout en ayant pour le projet la plus grande sympathie, ces représentants souhaitaient que les nominations des membres du Bureau ne fussent pas faites à la hâte, de façon à ce qu'on fût assuré de choisir un personnel véritablement capable de remplir la tâche délicate qui lui serait confiée, à la pleine satisfaction des Etats intéressés. Conformément au vœu exprimé, le Secrétaire général décida d'attendre pour prendre une décision que la 3<sup>me</sup> Assemblée lui donnât les moyens de consulter sur une matière qui les intéressait d'aussi près, les représentants de tous les Etats de l'Amérique latine.

## 6

### RÉDUCTION DES ARMEMENTS

La Commission temporaire mixte s'est réunie à Paris du 3 au 7 juillet et M. Viviani, en qualité de Président de la Commission, a soumis un rapport au Conseil à sa session de Londres, le 20 juillet.

#### PLAN GÉNÉRAL D'UNE RÉDUCTION DES ARMEMENTS.

##### a) *Limitation des armements terrestres.*

Les propositions soumises par lord Esher à la Commission temporaire en février 1922 furent examinées au cours de la session de juillet.

Le projet de lord Esher prévoyant une réduction proportionnelle sur la base des accords de Washington pour la réduction des armements navals, fut renvoyé par la Commission à une Sous-Commission de six membres, et la Commission décida de prier le Conseil de demander à la Commission permanente des Armements un avis technique sur la valeur du projet.

En outre, la Commission examina une proposition présentée le 3 juillet par lord Robert Cecil, dans laquelle ce dernier définissait les principes qui pourraient à son avis servir de base à un plan de réduction générale des armements. La proposition de lord Robert Cecil partait du principe qu'aucune mesure de désarmement n'était possible si elle n'était universelle et si elle n'était accompagnée d'un traité de garanties mutuelles. La Commission renvoya les propositions de lord Robert Cecil à la Sous-Commission désignée pour étudier le projet de lord Esher.

Le Conseil, en date du 20 juillet, invita la Commission permanente consultative à étudier le projet Esher au point de vue technique et à soumettre au plus tôt ses conclusions à la Commission temporaire mixte.

##### b) *Limitation des armements navals.*

La Commission temporaire, durant sa session de juillet, fut saisie de trois projets d'extension des principes fondamentaux de l'accord naval de Washington aux armements navals des Puissances qui n'étaient pas parties à l'accord.

La Commission décida de demander au Conseil le renvoi de ces projets à la Sous-Commission navale de la Commission permanente consultative.

Le Conseil invita le 20 juillet la Sous-Commission navale à déposer son rapport aussitôt que possible et à l'adresser directement à la seconde Sous-Commission de la Commission temporaire mixte. Le Conseil décida en outre d'informer les gouvernements intéressés qu'ils seraient priés, à la prochaine session de l'Assemblée, d'étudier l'opportunité de réunir une Conférence internationale, en vue d'étendre aux Puissances non signataires les principes qui inspirent l'accord de Washington.

La Sous-Commission navale s'est réunie à Genève le 24 juillet et a adressé son rapport à la Commission temporaire mixte le 27 juillet.

##### c) *Exposés des gouvernements sur les besoins de leur sécurité nationale.*

La Commission temporaire, au cours de sa session de juillet, remarqua que le but visé dans l'invitation adressée aux gouvernements d'établir un exposé des nécessités militaires de leur sécurité nationale, était d'obtenir des renseignements précis qui permettraient d'étudier le problème de la réduction des armements dans ses rapports directs avec la situation politique, géographique et stratégique. (Rapport général, page 19.) Il parut évident à la Commission qu'aucun plan de réduction des armements n'aurait de chances d'être accepté s'il ne tenait pas compte des facteurs

mentionnés à l'article 8 du Pacte, c'est-à-dire de la sécurité nationale, des obligations internationales, de la situation géographique et des conditions spéciales de chacun des pays intéressés.

Le Conseil décida, le 20 juillet, que son Président demanderait aux gouvernements qui n'avaient pas encore fourni d'exposé, de répondre aussitôt que possible, de façon à ce que la Commission fût mise en possession d'éléments lui permettant d'établir le rapport qu'elle doit présenter à l'Assemblée en septembre. Le Conseil autorisa le Secrétaire général à communiquer les réponses des gouvernements aux membres de la Commission. 20 réponses sont parvenues, des Etats suivants :

Afrique du Sud	Esthonie	Haïti	Pologne
Albanie	Finlande	Italie	Suisse
Autriche	France	Japon	Etat Serbe-Croate-Slovène
Belgique	Grande-Bretagne	Lettonie	Siam
Bulgarie	Grèce	Lithuanie	Tchécoslovaquie

Toutes ces réponses ont été dûment communiquées aux membres de la Commission temporaire mixte.

#### TRAFIC DES ARMES.

##### *Liquidation des stocks de munitions en excédent.*

La Commission temporaire mixte, au cours de sa session de juillet, prit acte du rapport de la Commission permanente consultative des Armements sur les stocks de munitions en excédent (Rapport général, page 22) et sur les mesures adoptées par les différents Etats en vue de la liquidation de ces stocks. La Commission fut d'avis que cette question était maintenant réglée selon les vœux de la seconde Assemblée.

#### CONVENTION DE SAINT-GERMAIN.

La Commission temporaire mixte, au cours de sa session de juillet, pria le Conseil de se mettre de nouveau en rapport avec les gouvernements, pour obtenir la ratification, dans le plus bref délai possible, de la Convention de Saint-Germain.

Le Conseil décida, le 20 juillet, d'inviter tous les Membres de la Société qui n'avaient pas encore ratifié la Convention, à prendre toutes les mesures préliminaires en vue de cette ratification, afin que le dépôt des instruments de ratification puisse être effectué, aussitôt que les principales Puissances signataires, y compris les Etats-Unis d'Amérique, seraient prêtes à déposer les leurs<sup>1</sup>.

Le Secrétariat a pris les mesures nécessaires pour la mise à exécution des décisions du Conseil.

#### GAZ TOXIQUES.

La Commission temporaire mixte étudia une proposition aux termes de laquelle les Membres de la Société étaient instamment priés de donner leur adhésion à l'accord de Washington relatif à l'emploi des gaz asphyxiants et toxiques en temps de guerre (Rapport général, page 22). La Commission décida de surseoir à toute mesure jusqu'à ce qu'elle ait reçu avis que l'accord de Washington avait été transmis, après ratification par les Puissances signataires, aux Etats non-signataires.

La Commission décida en outre de demander à la Commission de Coopération intellectuelle, qui devait se réunir en août, son avis sur les méthodes permettant d'obtenir la collaboration des savants pour mettre à exécution la résolution de la seconde Assemblée. La résolution de l'Assemblée prévoyait que les savants seraient invités à rendre publiques leurs découvertes sur les gaz toxiques et autres questions semblables, afin de réduire au minimum la probabilité de leur emploi dans une guerre future (Rapport général, page 22).

Le 20 juillet, le Conseil exprima l'espoir que la Commission de coopération intellectuelle serait en mesure de remettre un rapport sur ce sujet à la Commission temporaire mixte, avant la fin d'août. La Commission de Coopération intellectuelle, après avoir discuté la question, adopta le 5 août 1922 une résolution, aux termes de laquelle elle regrettait de ne pas être en mesure de suggérer des méthodes qui permettraient d'amener les savants à rendre publiques leurs découvertes.

<sup>1</sup> Le Secrétaire général a reçu depuis une communication du Département d'Etat de Washington, en date du 28 juillet 1922. Le Département d'Etat, tout en faisant remarquer que d'après la législation américaine en vigueur il est illégal, dans certaines circonstances, d'exporter des armes et des munitions, sauf exception décrétée par le Président des Etats-Unis, déclare en ce qui concerne la ratification de la Convention de Saint-Germain :

« Le Secrétaire général ayant demandé si le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique est disposé à ratifier la Convention de Saint-Germain, le Secrétaire d'Etat a l'honneur de déclarer que les termes de ladite Convention ont été examinés avec soin et que, quoique le Gouvernement des Etats-Unis sympathise cordialement aux efforts faits pour restreindre le trafic des armes et des munitions de guerre, il se trouve dans l'impossibilité d'approuver les dispositions de la Convention et de donner une assurance quelconque quant à sa ratification. »

### FABRICATION PRIVÉE ET TRAFIC DES ARMES.

Le Conseil fut prié par la seconde Assemblée d'inviter les Membres de la Société et les autres Etats intéressés à participer à une Conférence internationale sur le trafic des armes, dont la date de réunion serait fixée par le Conseil.

La Commission temporaire reçut mandat de préparer le programme de la Conférence et de présenter un projet de convention (Rapport général, page 20).

Le Conseil décida, le 25 mars, qu'il n'était pas possible de réunir une Conférence avant que la Commission temporaire mixte eût terminé l'étude de la question.

Le Conseil fut informé le 20 juillet de l'état des travaux préliminaires de la Commission temporaire.

Une étude juridique préalable des questions soulevées par l'application de l'article 8 du Pacte a été faite par le Secrétaire, et des études techniques des problèmes administratifs, industriels et militaires qui s'y rattachent ont été préparées par le général Marietti et le colonel Carnegie, membres de la Commission temporaire.

La Commission permanente consultative a préparé un rapport définissant les termes techniques employés dans l'étude de la question, tels que « armes et munitions » et « fabrication privée ». Ces définitions ont été acceptées par la Commission temporaire. La Commission examine un projet de convention, tendant à introduire un système de licences pour la fabrication privée des munitions.

M. Viviani informa le Conseil, le 20 juillet, que les résultats de ces travaux préliminaires seraient soumis au Conseil à sa session de septembre. Le Conseil serait alors mieux placé pour décider si le moment était venu de réunir une Conférence internationale.

### LIMITATION BUDGÉTAIRE DES ARMEMENTS.

La Commission temporaire mixte, au cours de sa session de juillet, nota avec satisfaction les réductions apportées dans les budgets militaires de différents Etats et adopta une résolution qui fut approuvée par le Conseil, le 20 juillet, aux termes de laquelle les gouvernements qui n'avaient pas répondu en 1922 aux demandes adressées par le Conseil, étaient invités à fournir leur réponse si possible avant le 15 août de l'année courante (Rapport général, page 22). Le Conseil approuva également une résolution de la Commission temporaire mixte, d'après laquelle les dépenses militaires réelles des Etats membres de la Société feraient l'objet d'une étude statistique comparative, qui serait présentée à l'Assemblée. De nombreux pays, tout en se trouvant dans l'impossibilité de s'engager d'avance à limiter leurs dépenses, ont dans la pratique conformé leur politique au vœu de l'Assemblée.

---

## 7

### QUESTIONS POLITIQUES

---

#### I. INCURSIONS DE BANDES ARMÉES SUR LES TERRITOIRES DES ETATS LIMITOPHES DE LA BULGARIE

Les Gouvernements de la Grèce, de la Roumanie et de l'Etat serbe-croate-slovène ont adressé le 14 juin 1922 une note collective au Gouvernement bulgare, protestant contre les incursions de bandes armées dans leurs districts frontières.

On estime à environ 500.000 le nombre des réfugiés venus en Bulgarie des territoires occupés par celle-ci avant la dernière guerre et avant les guerres balkaniques. Quelques-uns de ces réfugiés se sont formés en petites bandes qui franchissent continuellement la frontière, causant des désordres et provoquant des protestations de la part des Etats limitrophes.

Des négociations à ce sujet avaient déjà été engagées avec le Gouvernement bulgare, à la suite de plaintes formulées au printemps 1921 par le Gouvernement serbe-croate-slovène. Le Gouvernement bulgare avait alors répondu qu'il était disposé à accepter une enquête sur les faits et avait demandé au Gouvernement serbe-croate-slovène de choisir entre la procédure d'une Commission mixte ou d'une enquête internationale.

Le Gouvernement bulgare considéra que la note adressée par les trois Gouvernements, le 14 juin, avait un caractère de menace et qu'on le rendait à tort responsable de la formation des bandes armées et de leurs incursions sur le territoire de ses voisins. Le Gouvernement bulgare en appela donc au Conseil de la Société des Nations, conformément à l'article 11 du Pacte. Dans cet



appel en date du 17 juin 1922, le Gouvernement bulgare soutint que la note des trois Gouvernements était une circonstance de nature à affecter les relations internationales dans les conditions prévues audit article.

Le Conseil entendit les représentants des quatre Gouvernements intéressés, dans une séance publique tenue à Londres le 18 juillet 1922. Le Représentant de la Bulgarie proposa la désignation d'une Commission d'enquête.

Les Représentants de la Roumanie, de la Grèce et de l'Etat serbe-croate-slovène soutinrent que la note du 14 juin ne pouvait être regardée comme une circonstance de nature à affecter la cordialité des relations entre les parties et nièrent que la note eût un caractère de menace. Il était exact que le Gouvernement de l'Etat serbe-croate-slovène ne s'était pas rallié à la suggestion faite par le Gouvernement bulgare de nommer une Commission mixte, mais le Gouvernement bulgare avait fait d'autres propositions, entre autres que les autorités militaires et administratives de la frontière convinsent entre elles d'un plan commun d'action contre les bandes, et le Gouvernement serbe-croate-slovène avait accepté en principe ces propositions. En outre, des négociations étaient alors en cours entre les parties, et le représentant de la Roumanie annonça qu'à la suite de ces négociations la Légation serbe-croate-slovène à Sofia avait reçu instruction d'accepter les propositions formulées le 19 juin par le Gouvernement bulgare.

Le Conseil prit acte de la déclaration faite par les Représentants des trois Etats voisins de la Bulgarie, à savoir que la démarche de leurs Gouvernements, en adressant au Gouvernement bulgare, le 14 juin, une communication collective, n'était nullement inamicale. Etant donné que des conversations directes se poursuivaient entre les Gouvernements intéressés et que ceux-ci étaient prêts, au cas où ces négociations n'aboutiraient pas et que les termes du Pacte devinssent applicables, à porter de nouveau la question devant le Conseil, le Conseil exprima le vœu que les efforts des Gouvernements intéressés pour régler la question par une entente directe, aboutissent à une heureuse conclusion. Il pria également les Gouvernements de l'informer, à sa prochaine session, du résultat des négociations, et il se mit à leur disposition pour le cas où il serait de nouveau fait appel à son intervention, afin d'écartier toute possibilité de conflit.

## II. FRONTIÈRE ENTRE L'AUTRICHE ET LA HONGRIE.

La Conférence des Ambassadeurs a, le 22 juillet 1920, puis de nouveau le 3 juin 1921, donné des instructions aux Commissions de Délimitation chargées de déterminer les frontières de la Hongrie. Ces instructions spécifiaient que les Commissions pourraient apporter des modifications aux frontières, telles qu'elles sont définies dans le Traité de Trianon, si ces modifications étaient de peu d'importance et si elles étaient approuvées à l'unanimité par les Commissions. Les Commissions reçurent également instruction, pour le cas où, dans certains districts, elles jugeraient nécessaire d'introduire des modifications dont la nature et l'importance dépasseraient leur compétence normale, d'adresser un rapport à ce sujet au Conseil de la Société des Nations. Il restait entendu que les Commissions ne pouvaient, en aucun cas, apporter des modifications importantes aux frontières établies par le Traité. L'Autriche, par le Protocole de Venise, s'engagea, dans le cas où elle désirerait en appeler des décisions de la Commission de Délimitation de la frontière austro-hongroise, à accepter comme définitive la décision du Conseil de la Société.

La Commission de Délimitation de la frontière entre l'Autriche et la Hongrie décida le 28 mars, par cinq voix contre une, de présenter un rapport au Conseil de la Société sur certains projets de modification de la frontière entre ces deux Etats. Ce rapport fut transmis par la Conférence des ambassadeurs au Conseil de la Société, qui était prié, aux termes du Protocole de Venise, de décider s'il y avait lieu d'effectuer les modifications de frontière proposées.

Le Conseil discuta cette question en présence des parties intéressées le 19 juillet 1922 et décida d'accepter les responsabilités définies dans le Protocole de Venise.

Le Représentant de l'Autriche expliqua qu'il s'agissait de savoir si la frontière du Burgenland resterait telle qu'elle avait été fixée par les Traités ou si elle serait modifiée. Il fit valoir que l'Autriche avait déjà consenti de gros sacrifices en signant le Compromis de Venise par lequel elle perdait la capitale du Burgenland et les districts avoisinants; les modifications de frontière proposées maintenant compromettraient sérieusement l'avenir économique de l'Autriche. L'Autriche demanda l'application intégrale des Traités de Paix.

Le Représentant de la Hongrie déclara que les décisions de la Commission de Délimitation avaient été acceptées à l'unanimité par la Commission, à l'exception du Représentant de l'Autriche. Les décisions prises par la Commission ne portaient que sur un petit nombre de villages du Burgenland où la population était mixte, et le transfert, à la Hongrie, des districts en question ne causerait pas de dommages économiques à l'Autriche.

Il fut convenu que le Secrétariat, sous la direction de M. Hymans, rapporteur, étudierait la question avec le concours d'experts des deux pays intéressés, et le Rapporteur s'engagea à présenter un rapport qui pourrait servir de base à un nouvel examen de la question lors de la prochaine session du Conseil.

### III. FRONTIÈRE ENTRE LA HONGRIE ET L'ÉTAT SERBE-CROATE-SLOVÈNE.

Le Conseil décida, le 19 juillet, de faire également procéder à une enquête préalable et à l'établissement d'un rapport sur les modifications proposées par la Commission de Délimitation de la frontière entre la Hongrie et l'Etat serbe-croate-slovène. Le Conseil était saisi du rapport de la Commission de Délimitation transmis par la Conférence des ambassadeurs et d'une demande présentée par le Gouvernement hongrois. On faisait appel à ses bons offices dans les limites définies par la lettre adressée le 6 mai 1920 au Gouvernement hongrois. Dans cette lettre, le Président de la Conférence des ambassadeurs déclarait que la Commission de Délimitation avait la compétence nécessaire pour proposer des modifications de frontière, restant entendu que le Conseil de la Société pouvait, à la requête de l'un des Gouvernements intéressés, offrir ses bons offices en vue d'arriver à un arrangement à l'amiable. Cet arrangement avait été accepté par la Roumanie, l'Etat serbe-croate-slovène et la Tchécoslovaquie dans une réponse faite ultérieurement à la lettre du Président de la Conférence des ambassadeurs. Il était prévu, dans la lettre du Président, que le Conseil ne ferait l'office de médiateur que pour les secteurs pour lesquels la Commission de Délimitation proposait des modifications, et que ces rectifications proposées par le Conseil ne deviendraient effectives que par l'accord des deux puissances intéressées.

Les Représentants de la Hongrie et de l'Etat serbe-croate-slovène exposèrent leurs points de vue au Conseil les 19 et 20 juillet 1922.

Le Conseil pria M. Hymans de se mettre en rapport avec les parties intéressées et, avec l'assistance du Secrétariat de la Société, de présenter au Conseil, à sa prochaine session, un exposé des thèses en présence et des possibilités d'accord entre les parties. Le Conseil déciderait alors s'il lui est possible d'offrir utilement ses bons offices.

## 8

### TERRITOIRE DU BASSIN DE LA SARRE

#### CONSEIL CONSULTATIF DU TERRITOIRE DE LA SARRE.

Le rapport général sur l'œuvre du Conseil, où se trouve expliquée en détail la création du Conseil consultatif du territoire de la Sarre (pages 35/38), indiquait que les élections à ce Conseil avaient eu lieu le 25 juin 1922. Des rapports détaillés sur ces élections, ainsi que sur la première session du Conseil consultatif, tenue du 19 au 26 juillet 1922, ont été transmis par la Commission de Gouvernement. Les renseignements donnés ci-dessous sont extraits de ces rapports, dont le texte complet a déjà été communiqué aux Membres de la Société des Nations.

Neuf partis politiques ou groupes économiques dressèrent des listes de candidats qui menèrent une campagne très active au cours des dernières semaines précédant l'élection. La Commission de Gouvernement a joint à son rapport une collection des déclarations de ces partis ou de ces groupes; elle fait observer que l'on relève dans un certain nombre de ces documents le désir de faire du Conseil consultatif, non pas un organe de collaboration entre la Commission de Gouvernement et la population, mais un organe d'opposition systématique, destiné à rendre plus difficile la tâche de la Commission de Gouvernement et à la contraindre à se démettre, en faveur du Conseil consultatif, des pouvoirs et fonctions qu'elle tient du Traité et dont le Conseil de la Société des Nations a déclaré, le 26 mars, ne pas l'autoriser à se dessaisir.

Sur les 356.141 électeurs inscrits sur les listes, plus de 193.000 émirent un vote valable. Conformément aux résultats du scrutin, les 30 sièges au Conseil furent répartis entre 6 groupes, de la façon suivante:

Parti du centre . . . . .	16 sièges
Parti social-démocrate . . . . .	5 »
Parti populaire libéral . . . . .	4 »
Parti des propriétaires fonciers et agriculteurs .	2 »
Parti communiste . . . . .	2 »
Parti démocratique allemand . . . . .	1 »
	<hr/>
	30 sièges

Une femme a été élue au Conseil consultatif, dont les membres peuvent se classer de la façon suivante au point de vue de leurs professions:

Secrétaires de syndicats. . . . .	6
Juristes. . . . .	4
Artisans . . . . .	3
Agriculteurs. . . . .	3
Industriels . . . . .	2

Journalistes . . . . .	2
Employés de bureau . . . . .	2
Ouvriers . . . . .	2
Prêtre . . . . .	1
Instituteur . . . . .	1
Homme d'affaires . . . . .	1
Agent commercial . . . . .	1
Architecte . . . . .	1
Sans profession . . . . .	1

La première réunion du Conseil consultatif fut convoquée pour le 19 juillet 1922. A l'ouverture de la session, M. Kossmann, Président du Conseil consultatif, lut un message de la Commission de Gouvernement, dont le texte avait reçu l'approbation unanime des membres de la Commission. Ce message, après avoir rappelé la base sur laquelle le Conseil consultatif avait été créé, ainsi que les limites nécessaires de ses pouvoirs, exprimait la confiance que la Commission ressentait à l'égard du Conseil consultatif et développait le programme libéral de collaboration que la Commission adopterait dans ses relations avec cet organisme. Les représentants des 6 partis politiques donnèrent alors lecture de leur programme (on en trouvera le texte complet dans le document n° C. 543. M. 328. 1922. I.

Au cours de sa seconde séance, le 26 juillet, le Conseil consultatif examina un rapport de l'une de ses commissions sur le projet de règlement intérieur qui lui avait été présenté par la Commission de Gouvernement. Le Conseil consultatif exprima son avis sur ce règlement, qui sera promulgué par la Commission de Gouvernement après examen des observations présentées par le Conseil consultatif. La Commission a déjà accepté la proposition de celui-ci, d'allouer à ses membres un traitement mensuel de 10.000 marks et une indemnité supplémentaire de 500 marks pour chaque session de Commission, en prévoyant une amende de 500 marks pour tout membre absent à une séance plénière du Conseil.

**AUTRES QUESTIONS RELATIVES A LA SARRE, SOUMISES AU CONSEIL  
DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.**

*1. Adhésion du territoire de la Sarre à la Convention internationale de Berne sur les chemins de fer.*

Cette question, qui avait fait l'objet d'un différend entre la Commission de Gouvernement et le Gouvernement allemand, a été traitée de nouveau dans une correspondance adressée au cours de l'été dernier par le Président de la Commission de Gouvernement au Secrétaire général. La Commission de Gouvernement a maintenant soumis la question à la Société des Nations (conformément au paragraphe 22 de l'annexe à la section 4 de la partie III du Traité de Versailles, et à l'article 376 des clauses du même Traité relatives aux ports, voies d'eau et voies ferrées), afin d'appliquer la procédure de conciliation prévue, pour le règlement des différends, dans une résolution de l'Assemblée en date du 9 décembre 1920. Copie de toute cette correspondance a été transmise par le Secrétaire général à la Commission consultative et technique des Communications et du Transit.

*2. Règlement des dettes d'avant-guerre.*

Des négociations sur ce point ont été engagées à Berlin à la fin de juillet entre des représentants de la Commission de Gouvernement et du Gouvernement allemand, mais il a été impossible d'arriver alors à un accord en ce qui concerne l'application aux ressortissants allemands dans la Sarre de la législation allemande sur ce point.

*3. Intention de la Commission de mettre certains fonctionnaires à la disposition du Gouvernement allemand.*

Le Gouvernement allemand a transmis, par lettre en date du 23 juillet 1922, copie des notes échangées entre le Gouvernement allemand et la Commission de Gouvernement au sujet de l'intention exprimée par cette dernière de mettre, pour raison d'économie, un nombre important de fonctionnaires à la disposition du Gouvernement allemand. Le Gouvernement allemand allègue que la Commission de Gouvernement n'a pas le droit de le faire, et il a demandé une intervention de la Société des Nations afin d'amener la Commission de Gouvernement à s'entendre avec le Gouvernement allemand sur cette affaire. La Commission de Gouvernement a également exposé son point de vue et les deux parties ont exprimé le désir de poursuivre directement les négociations, afin d'arriver si possible à un règlement de la question.

**SITUATION ECONOMIQUE ET BUDGET DU TERRITOIRE.**

Le douzième rapport périodique de la Commission de Gouvernement contient un exposé d'ensemble sur la situation économique du Bassin de la Sarre et l'œuvre administrative, accomplie par la Commission de Gouvernement, au cours du second trimestre de 1922.

Il y est rappelé que la situation économique s'est notablement améliorée au cours de cette période, ainsi qu'il ressort de la diminution du nombre des chômeurs; celui-ci est passé de 3.000, pour le premier trimestre de 1922, à moins de 2.000 pour le second trimestre. Le chiffre *net* de la production de la houille a atteint 865.000 tonnes en juin, la fonte et le fer se sont vendus dans de

bonnes conditions en Allemagne, l'industrie du bâtiment a été active, et quelques industries nouvelles se sont créées dans le Bassin de la Sarre.

Les prévisions budgétaires pour 1922-1923 montrent que les dépenses ordinaires et extraordinaires seront entièrement couvertes par les recettes normales, et que le déficit présumé pour les chemins de fer, les postes, télégraphes et téléphones, qui s'élevait à 16 millions de francs en 1921-1922, a été ramené à 5,500,000 francs pour l'exercice 1922-23. Les recettes provenant de la taxe sur le charbon sont évaluées pour 1922-1923 à 40,000,000 de francs, et celles des douanes à 10,000,000 de francs. Les dépenses totales sont évaluées pour l'année à environ 68.000.000 de francs et 328.000.000 de marks.

---

9

## OBLIGATIONS QUI INCOMBENT A LA SOCIÉTÉ DES NATIONS EN VERTU DE L'ARTICLE 22 DU PACTE (MANDATS)

---

### DÉCISIONS DU CONSEIL.

Suivant la décision prise dans la session du mois de mai 1922 (Rapport général, page 51), le Conseil a abordé l'examen des projets de mandats *B* et *A*, dans sa session extraordinaire tenue à Londres en juillet 1922.

Dans sa première séance du 17 juillet, il a pris acte, avec regret et avec reconnaissance pour les services rendus, de la démission du membre espagnol de la Commission permanente des Mandats, M. Ramon Pina. Le Conseil a nommé pour lui succéder son compatriote M. le Comte de Ballobar.

Le Conseil avait été saisi des projets de mandat *B* suivants:

1. Mandat britannique pour l'Est Africain,
2. Mandat britannique pour le Togo,
3. Mandat britannique pour le Cameroun,
4. Mandat français pour le Togo,
5. Mandat français pour le Cameroun,
6. Mandat belge pour l'Est Africain.

Comme ces projets ne se distinguaient pas essentiellement de ceux sur lesquels, au mois de février 1921, le représentant du Japon, déjà rapporteur pour les mandats *B*, avait présenté un volumineux rapport, le Conseil s'est borné cette année à noter ses observations nouvelles dans deux rapports supplémentaires. Dans ces différents rapports, le représentant du Japon proposait quelques amendements aux projets de mandat *B*. Ces amendements avaient pour but de dissiper certaines obscurités, d'éliminer des divergences qui subsistaient entre les textes britannique et français et qui paraissaient contraires aux intentions de leurs auteurs, et enfin de faire concorder les dispositions de ces projets avec les dispositions correspondantes des mandats *C* approuvés par le Conseil en décembre 1920.

Le Conseil, ayant été informé que les négociations entre les Principales Puissances alliées et les Etats-Unis avaient abouti à un accord relatif à certains amendements incorporés aux projets, approuva en principe, dans sa séance du 18 juillet, les textes des mandats, sous réserve des modifications de forme dont il chargea un Comité de rédaction d'assurer l'insertion sous la haute direction du représentant du Japon.

Dans la même séance du 18 juillet, le Conseil adopta une résolution relative aux dangers de l'alcoolisme dans les territoires sous mandat *B*. Par cette résolution, il attira spécialement l'attention des Puissances mandataires sur les ravages exercés par ce fléau sur les populations primitives de l'Afrique équatoriale. Il pria en même temps la Commission permanente des Mandats d'apporter à l'étude des mesures prises pour assurer le contrôle sévère du trafic de l'alcool une attention particulière et d'informer le Conseil des constatations auxquelles l'application de ces mesures pourrait donner lieu.

Les textes définitifs des mandats *B*, avec les modifications proposées par le Comité de rédaction, ayant été reconnus conformes à l'esprit et à la lettre de l'article 22 du Pacte, ont été confirmés par le Conseil dans la séance du 20 juillet, selon les conclusions d'un rapport du représentant du Japon.

Parmi les projets de mandat *A*, seuls ceux pour la Palestine, la Syrie et le Liban ont été soumis à l'examen du Conseil.

La discussion qui s'est engagée dans les séances du Conseil a fait ressortir l'opportunité de l'approbation simultanée de ces deux projets de mandat.

Toutefois, étant donné que les pourparlers engagés entre les Gouvernements de la France et de l'Italie relatifs à la Syrie et au Liban n'avaient pas encore abouti à une conclusion satisfaisante pour les deux parties, on arrêta les termes des mandats le 24 juillet 1922, sous réserve de la déclaration suivante :

« Après les déclarations qui viennent d'être faites et vu l'accord de tous les membres du Conseil, les articles des mandats pour la Palestine et la Syrie sont approuvés. Les mandats entreront en vigueur automatiquement et en même temps, dès que les Gouvernements de la France et de l'Italie auront fait connaître au Président du Conseil de la Société des Nations qu'ils sont tombés d'accord sur certains points particuliers du dernier de ces mandats. »

A ces projets de mandats un Comité de rédaction nommé par le Conseil avait été chargé d'apporter certains amendements, notamment pour en faire concorder le texte avec celui des dispositions correspondantes des mandats *B* déjà approuvés par le Conseil.

Le règlement de la question des Lieux saints préoccupa particulièrement le Conseil. Dans le projet de mandat pour la Palestine, on avait prévu à l'article 14 une Commission spécialement chargée de l'étude de cette question. Des divergences de vues s'étant élevées au cours de la discussion au sujet du mode de nomination, de la composition et des fonctions de cette Commission, le Conseil réserva sa décision sur ces matières jusqu'à sa prochaine session.

C'est ainsi qu'il fut amené à donner à l'article 14 du mandat pour la Palestine la teneur suivante :

« Une Commission spéciale sera nommée par la Puissance mandataire, à l'effet d'étudier, définir et régler tous droits et réclamations concernant les Lieux saints ainsi que les différentes communautés religieuses en Palestine. Le mode de nomination des membres de la Commission, sa composition et ses fonctions, seront soumis à l'approbation du Conseil de la Société et la Commission ne sera pas nommée et n'entrera pas en fonctions avant cette approbation. »

L'approbation de cet article fut accompagnée d'une déclaration du Président, au nom du Gouvernement espagnol, spécifiant que celui-ci considérait comme indispensable la présence d'un Espagnol parmi les membres de la Commission des Lieux saints.

Les représentants de la France, de l'Italie et de la Belgique firent la même déclaration au nom de leurs gouvernements respectifs.

#### COMMISSION PERMANENTE DES MANDATS.

La Commission permanente des Mandats a tenu sa deuxième session, suivant l'article premier de son règlement intérieur, au siège de la Société des Nations, du 1<sup>er</sup> au 11 août 1922. Au cours de cette session, la Commission a tenu dix-sept séances, dont deux publiques.

Dans sa première séance, la Commission a réélu président M. le Marquis Theodoli, et vice-président M. Van Rees.

Au cours de sa session, la Commission permanente des mandats a étudié les sujets suivants :

#### STATUT NATIONAL DES HABITANTS DES TERRITOIRES SOUS MANDAT B ET C.

Sur cette question, au sujet de laquelle la Commission avait été consultée par le Conseil de la Société des Nations, la Commission a présenté un rapport dont les conclusions sont les suivantes :

1. Il importe, dans l'intérêt du respect des principes énoncés à l'article 22 du Pacte et sous réserve de ce qui est dit ci-dessous à l'alinéa 3, que les habitants indigènes des territoires sous mandats *B* et *C* reçoivent un statut national nettement distinct de celui des nationaux de la Puissance mandataire.

2. Une loi spéciale de la Puissance mandataire devrait régler le statut de ces habitants qui pourraient recevoir une dénomination telle que « administrés sous mandat » ou « protégés sous mandat » de la Puissance mandataire.

3. Il est loisible aux Puissances mandataires, à qui sont confiés les territoires soumis aux mandats *B* et *C*, de régler, conformément à leurs législations propres, l'acquisition, à titre individuel et purement volontaire, de leur nationalité par les habitants de ces territoires.

#### EXAMEN DES RAPPORTS ANNUELS RELATIFS AUX TERRITOIRES SOUS MANDAT C.

Les termes de tous les mandats du type *C* avaient été arrêtés par le Conseil à la date du 17 décembre 1920. Dans cette session, la Commission était donc appelée pour la première fois à étudier des rapports annuels relatifs à l'administration des territoires soumis à ce régime. Ces territoires sont les suivants :

Iles du Pacifique sous mandat japonais,  
Nauru,  
Nouvelle-Guinée,  
Samoa,  
Sud-Ouest africain.

La Commission s'est livrée à l'étude de ces rapports. Elle les a tous discutés séparément en présence des représentants accrédités des Puissances dont ils émanaient, sauf le rapport relatif au Sud-Ouest Africain, dont la Puissance mandataire, l'Union Sud-Africaine, n'avait pas délégué de représentant à la session de la Commission.

Après avoir arrêté les termes de ses observations, en présence des représentants des Puissances mandataires, la Commission s'est réunie en séance publique et plénière. A cette occasion, son Président présenta en son nom un rapport général sur l'administration des territoires sous mandat C et sur quelques questions connexes. Dans ce rapport, la Commission constate qu'en général, les Puissances mandataires ont, au prix de sacrifices financiers souvent fort appréciables, administré les territoires dont elles avaient la charge, conformément aux garanties prévues dans le Pacte et dans les mandats.

En outre, la Commission a particulièrement signalé à l'attention du Conseil les deux points suivants :

Le premier est relatif à la présence, dans toutes les îles du Pacifique, administrées conformément aux principes du mandat, de travailleurs importés de divers pays d'outre-mer et notamment de la Chine. L'introduction de ces travailleurs étrangers, déterminée par une nécessité économique, présente des difficultés d'ordre social. La Commission s'est bornée pour le moment à signaler cet état de choses au Conseil et à exprimer le vœu que les Puissances mandataires veuillent bien, dans leurs rapports futurs, donner à ce sujet toutes les informations utiles.

La seconde question qui a particulièrement retenu l'attention de la Commission est celle posée par l'administration de l'île de Nauru. Il s'est dégagé des débats que Sa Majesté Britannique, qui est le Mandataire suivant la décision du Conseil suprême du 7 mai 1919, s'en est remis du soin de l'administrer, en son nom, à la Grande-Bretagne, à l'Australie et à la Nouvelle-Zélande et que ces Gouvernements se sont réservé les droits exclusifs d'exploitation, que possédait antérieurement une Compagnie privée, sur les gisements de phosphates, seule richesse naturelle de cette île.

A la suite d'une convention particulière passée entre les trois Gouvernements, l'Australie est seule chargée pour le moment du soin de gouverner ce territoire. Les droits d'exploitation de ses ressources minérales, d'autre part, sont exercés par trois Commissaires aux phosphates, dont les pouvoirs paraissent illimités en tout ce qui concerne l'entreprise dont ils sont les gérants. La Commission a cru de son devoir de signaler les préoccupations que lui inspirait cette situation.

#### EXAMEN DES RAPPORTS RELATIFS AUX TERRITOIRES SOUS MANDAT B.

Conformément aux déclarations faites par les Délégués anglais, français et belge le 20 septembre 1921 à la 6<sup>m</sup>e Commission de l'Assemblée, les Gouvernements anglais, français et belge ont présenté à la Commission permanente des Mandats des rapports, préparés à l'intention de leurs parlements respectifs, sur leur administration de divers territoires sous mandats A et B, au cours de l'année 1921. De tels rapports ont été reçus relativement aux territoires suivants :

Tanganyika (anglais),  
Ruanda-Urundi (belge),  
Cameroun (français),  
Cameroun (britannique),  
Togo (français),  
Togo (britannique),  
Syrie et Liban (français).

L'examen de ces rapports s'est effectué à la lumière des questionnaires préparés par la Commission permanente des Mandats dans sa première session. Plusieurs questions ont attiré spécialement l'attention de la Commission : le régime foncier, la prophylaxie contre les maladies tropicales, le régime économique et douanier, le partage du Ruanda, le commerce de l'alcool et la prise en considération des conventions ou recommandations des Conférences internationales du travail.

#### PRÉPARATION DES QUESTIONNAIRES.

La Commission, ayant constaté que les Puissances ont bien voulu tenir compte des indications des questionnaires rédigés pour servir de cadre aux rapports annuels qu'elles se sont engagées à adresser au Conseil, a cru bon d'arrêter les termes des questionnaires pour les deux mandats A, le mandat britannique sur la Palestine et le mandat français sur la Syrie et le Liban, que le Conseil avait approuvés lors de sa dernière session.

#### QUESTIONS D'ORDRE ADMINISTRATIF.

La Commission a enfin examiné plusieurs questions d'ordre administratif. Elle a décidé d'apporter certaines adjonctions à ses questionnaires B et C. Elle a fortement insisté sur l'impor-

tance de la communication en temps utile et en un nombre d'exemplaires suffisant des rapports annuels des Puissances mandataires et des textes complémentaires d'ordre législatif et administratif. Elle a fixé au 20 juillet 1923 la date de sa prochaine session ordinaire et arrêté sa procédure interne en matière de pétitions.

---

10.

TRAVAUX DES ORGANISATIONS TECHNIQUES

---

I. COMMISSION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE PROVISOIRE.

Les travaux de la Commission économique et financière provisoire, depuis la fin de la deuxième Assemblée jusqu'à, et y compris, les sessions du Comité économique et du Comité financier, tenues à Genève au commencement de juin, ont été exposés dans le rapport général (pages 52 à 55).

Jusqu'aux prochaines sessions des deux Comités, qui se tiendront en septembre, il n'y a lieu de signaler que les décisions prises en juillet par le Conseil.

*Comité économique.*

Le Conseil a approuvé les dispositions prises par le Comité économique pour l'étude des questions dont il a été saisi et l'a invité à poursuivre ses travaux, en particulier en ce qui concerne l'application des résolutions de la Commission économique de la Conférence de Gênes.

*Comité financier.*

Le Comité a adopté une série de résolutions approuvant des décisions prises par le Comité financier, au cours de sa session de juin. Il a invité le Comité à entreprendre des enquêtes sur les méthodes destinées à faciliter la stabilité monétaire et permettant d'éviter les inconvénients de changements trop brusques de la valeur de la monnaie. Il a invité le Secrétariat à réunir des renseignements sur l'évasion fiscale et à recueillir les vues des Gouvernements au sujet de l'extension des conventions internationales existant actuellement sur la question. Il a approuvé le transfert à Genève du Service des crédits internationaux et en a confié la gérance au Secrétariat. Il a remercié le Comité des grands efforts qu'il n'a cessé de faire en vue de sauver l'Autriche. Constatant que les démarches du Comité pour obtenir la suspension des hypothèques pesant sur l'Autriche, avaient été couronnées de succès remarquables, le Conseil a déclaré que sur les points où le Comité n'a pas encore réussi, personne n'a pu réussir. Le Conseil a également approuvé les mesures prises par le Comité financier en ce qui concerne un certain nombre de questions particulières, telles que la récente enquête sur les finances de la Ville Libre de Dantzig et l'envoi en Albanie d'un expert chargé de faire un rapport sur la situation financière générale.

En ce qui concerne le prêt consenti au Gouvernement tchécoslovaque par MM. Baring Brothers, le Conseil, à la suite de la recommandation du Comité financier, a accepté de désigner éventuellement des représentants qui auraient la responsabilité de prendre les arrangements les plus propres à protéger les droits des porteurs de bons, au cas où le Gouvernement tchécoslovaque et MM. Baring Brothers ne pourraient parvenir à un accord qui satisfasse les deux parties.

Le Conseil a accepté également de nommer des arbitres au cas où une question en litige serait, en vertu de l'accord relatif à cet emprunt, portée devant la Société des Nations.

II. ORGANISATION DES COMMUNICATIONS ET DU TRANSIT.

Depuis la publication du rapport général à la 3<sup>me</sup> Assemblée sur l'œuvre du Conseil, la situation, en ce qui concerne la ratification des Conventions de Barcelone, se trouve modifiée de la façon suivante:

L'Albanie, la Bulgarie, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, l'Inde, la Nouvelle-Zélande et l'Italie ont ratifié la Convention sur la liberté du Transit et la Convention sur le régime des voies navigables d'intérêt international. La mise en vigueur des conventions, prévue dès que cinq Etats auraient déposé leur ratification, aura lieu le 31 octobre 1922.

### III. ORGANISATION D'HYGIÈNE.

Le Comité d'hygiène tint sa 4<sup>me</sup> session à Genève du 14 au 21 août 1922. Il adopta un certain nombre de résolutions qui seront soumises à l'examen du Conseil.

#### *Renseignements épidémiologiques et échange des fonctionnaires d'hygiène publique entre les divers gouvernements.*

Le Rapport général sur l'œuvre du Conseil (page 60) a mentionné l'organisation, à l'intérieur de la Section d'hygiène de la Société, d'un service de renseignements épidémiologiques, ainsi qu'un plan d'échanges de fonctionnaires de l'hygiène publique entre les services des divers gouvernements.

Le Directeur médical a été en mesure d'informer le Comité d'hygiène, au cours de sa session du mois d'août, que le Bureau international d'hygiène de la Fondation Rockefeller, qui avait déjà eu l'occasion de manifester l'intérêt qu'il porte aux travaux de l'Organisation d'hygiène de la Société, avait offert de verser pendant trois années une subvention annuelle de 32.840 dollars en vue de l'organisation d'un service de renseignements épidémiologiques, et une autre subvention de 60.080 dollars en vue des échanges de fonctionnaires de l'hygiène publique. Le Conseil de la Société a invité le Comité à étudier en détail l'affectation et l'administration des fonds mis ainsi à sa disposition.

Des projets de contrats établis par le Secrétariat concernant chacun de ces deux services, furent soumis à l'approbation du Comité d'hygiène.

Celui-ci examina avec soin quelles devaient être la nature et la portée de la tâche assignée au nouveau service de renseignements épidémiologiques et établit un projet, lequel sera inséré dans le contrat destiné à être soumis à l'approbation de la Fondation Rockefeller. Il examina en même temps divers systèmes d'échange des personnels des services d'hygiène publique entre les différents pays.

Les deux projets de contrats seront soumis au Conseil au mois de septembre.

Les projets de contrats stipulent que les fonds Rockefeller seront gérés à part des sommes fournies par les Membres de la Société et consacrés à des services spécifiques distincts. En précisant ce que devaient être ces services, le Comité s'est attaché à faire une distinction nécessaire entre les travaux dont la charge financière incombe par nature aux Membres de la Société, comme rentrant visiblement dans les obligations prévues par le Pacte, et ceux pour lesquels il serait opportun d'avoir le concours d'une organisation internationale privée.

Les dispositions nécessaires ont déjà été prises pour procéder à une expérience préliminaire en ce qui concerne les échanges de personnel des services d'hygiène entre certains pays. Cette expérience commencera à Bruxelles en octobre prochain et comportera un cours d'instruction donné par M. Velghe, directeur des services d'hygiène de Belgique. L'une des parties essentielles du système consiste en une étude de la législation et de l'administration sanitaires d'un pays déterminé, suivie de stages pratiques dans les services du pays lui-même.

#### *Commission des Epidémies.*

Le Comité d'hygiène, après avoir examiné de très près, pendant sa session d'août, les derniers renseignements obtenus, a été d'avis que rien ne lui permettait de modifier l'opinion qu'il avait donnée au Conseil au mois de mai, sur la gravité de la situation causée en Europe orientale par l'extension du typhus, de la fièvre récurrente, du choléra et autres maladies épidémiques.

Le Dr Norman White, Commissaire en chef des épidémies, exposa que le danger d'infection en masse résultant du mouvement incessant de rapatriés et de réfugiés, allait, selon toute vraisemblance, persister, et qu'il en résulterait une situation grave pour la Lettonie et la Lithuanie, aussi bien que pour la Pologne, si la vigilance devait se relâcher.

Le Comité d'hygiène décida que, si l'insuffisance de fonds devait, au cours du prochain hiver, nécessiter la concentration des efforts internationaux sur une zone particulière d'opérations, la zone où porteraient ces efforts devrait, outre les territoires limitrophes de la frontière occidentale de la Russie des Soviets et de l'Ukraine, comprendre, à l'est, des territoires russes et ukrainiens s'étendant jusqu'à Velikeluki, Smolensk, et jusqu'au Dniepr.

En adoptant cette décision, le Comité prit acte que le Gouvernement britannique se déclarait, sous réserve que d'autres Membres de la Société apporteraient eux aussi leur contribution, disposé à contribuer financièrement à l'exécution du programme limité qui paraissait seul possible dans les circonstances présentes. Ce programme devait comporter un ensemble de mesures préventives de chaque côté de la frontière occidentale de la Russie et dans les ports de la Mer Noire.

Le Commissaire en chef des Epidémies, dans son rapport du mois d'août au Comité, fit un exposé de l'aide apportée par la Commission aux Etats limitrophes de la Russie. Il indiqua les améliorations introduites dans les hôpitaux de maladies infectieuses, dans les camps d'internement et dans les camps destinés aux rapatriés et aux réfugiés.

Le Comité d'hygiène constata que les frais d'administration de la Commission des Epidémies ne représentaient que 5,7 % du total dépensé. Il reconnut que les sommes représentant la contribution de la Société ne constituaient qu'une petite fraction de l'argent dépensé en mesures préventives par les Etats limitrophes eux-mêmes. Le Comité remarqua en outre que la Commission des Epidémies avait pu obtenir, dans la lutte menée contre les épidémies, des résultats hors de



toute proportion avec ses dépenses. Elle a prêté le concours de ses experts et assura la coordination des mesures nécessaires dans les différents pays. Elle a aidé et renforcé les services sanitaires des divers Etats, y compris ceux de la Russie des Soviets; elle a su déceler, à des moments critiques, les points faibles des organisations locales et les renforcer grâce à une répartition judicieuse du matériel médical indispensable, qui autrement aurait fait défaut.

Le Comité d'hygiène décida d'attirer l'attention du Conseil sur la nécessité de renouveler sans délai le fonds spécial de la Commission des épidémies. Il fit ressortir que le champ où l'effort international pouvait combattre la maladie avec succès n'était limité que par les moyens financiers et matériels disponibles, et que jusqu'ici l'œuvre inappréciable accomplie par la Commission n'avait coûté qu'une somme de 200.000 livres, aujourd'hui à peu près épuisée.

A cet égard, le Comité d'hygiène a remarqué que certaines des tâches assumées par la Commission des épidémies, par exemple l'envoi de missions dans des régions contaminées pour recueillir des renseignements sur le degré d'acuité des épidémies, ou encore l'œuvre de coordination des mesures préventives, faisaient partie des fonctions normales de l'organisation d'hygiène telles qu'elles sont précisées par le Pacte. A son avis le budget de la Société devrait supporter les dépenses entraînées par l'accomplissement de ces fonctions.

#### *Revision de la convention sanitaire internationale de 1912.*

Le Comité d'hygiène, à sa session de mai, a attiré l'attention du Conseil sur l'intérêt considérable que présenterait la revision — dans le plus bref délai possible — de la Convention sanitaire internationale de 1912. Le Conseil a enregistré formellement cette résolution le 20 juillet et a décidé d'appeler l'attention des Membres de la Société sur la très grande importance qu'aura la Conférence convoquée par le Gouvernement français, au mois d'octobre.

L'Office international d'Hygiène publique a déjà, de son côté, établi un projet de texte pour la première partie de la Convention. D'autre part, le Rapport général sur l'œuvre du Conseil (page 61) indique ce qui a été fait en ce qui concerne la revision des deuxième et troisième parties de la Convention qui traitent spécialement des questions qui se posent dans le Proche Orient.

Le 20 juillet, le Conseil a décidé de communiquer à l'Office international d'Hygiène publique, aux fins d'examen, le travail préliminaire accompli par le Comité d'hygiène, sur la deuxième et la troisième partie de la Convention. Le Conseil a autorisé le Secrétaire général à mettre les services techniques de la Société des Nations à la disposition du Gouvernement français et de la Conférence.

#### *Etude des maladies tropicales.*

Le Comité d'hygiène, pendant sa session d'août, a désigné un sous-comité chargé d'examiner les deux questions suivantes:

1. Quelle réponse doit-il être fait à la Commission des Mandats qui a demandé au Comité d'hygiène de collaborer à la rédaction de la partie, relative à l'hygiène, du questionnaire qui doit être adressé aux Gouvernements chargés d'administrer les territoires sous mandats de l'Afrique équatoriale?
2. Quelles sont les mesures à prendre pour donner effet aux décisions arrêtées en mai, par le Comité, au sujet de la maladie du sommeil? (Rapport général, page 63).

Le Sous-Comité, dans sa rédaction de la partie, relative à l'hygiène, du questionnaire de la Commission des Mandats, a fait ressortir, d'une manière particulière, l'utilité qu'il y a à obtenir des renseignements sur la façon dont les territoires sous mandat sont administrés, au point de vue de l'hygiène.

En ce qui concerne l'étude de la maladie du sommeil, il décida que trois experts, un Anglais, un Belge et un Français, seraient désignés en vue de réunir les données nécessaires.

#### *Epidémies en Extrême-Orient.*

Le 9 août, le Dr Miyajima, membre japonais du Comité d'hygiène, présenta un rapport sur la situation de l'Extrême-Orient, au point de vue épidémiologique, et demanda l'envoi d'une mission d'enquête, analogue à celle qui a visité dernièrement le Proche Orient. Il insista sur l'importance qu'il y avait à stimuler, dans les pays orientaux, l'intérêt du public pour les questions d'hygiène et montra que les investigations auxquelles se livrerait la mission d'enquête faciliteraient, entre les pays d'Extrême-Orient, la conclusion d'une Convention sanitaire, dont l'urgence est depuis longtemps reconnue. Par surcroît, la Société donnerait ainsi une preuve concrète que son action n'est pas limitée aux affaires européennes, contrairement à ce que les peuples de l'Orient semblent, malheureusement, plus ou moins incliner à croire.

Il fut décidé de recommander, en principe, l'envoi d'une Commission restreinte et la nomination d'un Sous-Comité de trois membres chargé de préciser les détails de l'enquête à entreprendre et d'examiner la façon dont il conviendrait d'engager les négociations préliminaires avec les Gouvernements et les autorités intéressés. Ce Sous-Comité ferait également des recommandations au

Président du Comité d'hygiène en ce qui concerne la désignation des Commissaires. Il fut décidé de poser le principe que la Commission devrait surtout consacrer ses efforts à recueillir dans les ports principaux des renseignements sur la fréquence des maladies épidémiques, en particulier celles qui présentent de l'importance au point de vue international, ainsi que sur les mesures prises pour empêcher la transmission de ces maladies à d'autres ports.

*Sous-Comité de l'opium du comité d'hygiène.*

Le Comité d'hygiène se rangea à une suggestion de la Commission consultative du trafic de l'opium, tendant à l'institution d'un Comité mixte de l'opium composé de trois membres de la Commission consultative de l'opium et de trois membres du Comité d'hygiène. Il fut remarqué que la Commission consultative de l'opium avait parfois à s'occuper de questions médicales soulevées par le trafic de l'opium et autres drogues nuisibles, et il fut reconnu que la désignation d'un Comité mixte permettrait aux deux organismes d'éviter la confusion ou le chevauchement de leurs travaux.

Les trois membres désignés par le Comité d'hygiène sont le Dr Miyajima, le Dr Santoliquido et le Dr Carrière.

*Règlement et organisation du comité d'hygiène.*

Le Comité d'hygiène adopta, au mois d'août, des règles relatives à son règlement et à son organisation intérieure. Il voulut ainsi préciser minutieusement les relations du Directeur médical avec le Comité et avec le Conseil de la Société et définir les pouvoirs et les responsabilités du Directeur médical et du Président du Comité dans l'intervalle des sessions. Ces règles comprennent des dispositions en vue de la nomination, par le Président, de Sous-Comités chargés d'étudier toutes questions nécessitant des décisions de principe ou des instructions générales pour lesquelles ne sauraient suffire les directives précédemment données au Directeur médical.

Le Comité prit des dispositions pour se conformer à une résolution adoptée par le Conseil, en juillet, l'invitant à désigner un membre de nationalité allemande.

*Standardisation des sérums et réactions sérologiques.*

Le Président présenta au Comité un rapport sur les progrès réalisés dans la question de la standardisation des sérums de réactions sérologiques (Rapport général, page 62).

Le Président fut autorisé à provoquer les Conférences techniques restreintes qu'il pourrait juger nécessaires et à s'assurer la collaboration d'instituts et de spécialistes autres que ceux qui ont jusqu'ici pris part à ces travaux. Le Président fit savoir que des progrès considérables avaient été réalisés en ce qui concerne les sérums anti-tétanique et anti-diphtérique et qu'une Conférence d'experts se réunirait, en septembre, pour confronter les résultats obtenus.

Les études ne sont pas aussi avancées pour les autres sérums. Il y a eu d'intéressantes expériences portant sur le séro-diagnostic de la syphilis, mais les résultats annoncés par les laboratoires qui se livrent à ces recherches sont notablement différents. Il sera donc indispensable de procéder à d'autres études et de rechercher les causes des différences constatées.

---

11.

LA CONFÉRENCE DE GÈNES ET LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

---

Le représentant de l'Italie présenta, le 22 juillet 1922, un rapport au Conseil de la Société des Nations sur la Conférence de Gènes et la Société des Nations (Rapport général, page 63), signalant avec satisfaction que la Conférence de Gènes avait donné une nouvelle preuve de la confiance placée par les gouvernements dans la Société des Nations et, au nom de ses collègues, il remercia le Secrétariat des services rendus à la Conférence.

Il fut signalé que les décisions de la Conférence de Gènes imposaient un travail supplémentaire considérable au Secrétariat et aux diverses organisations de la Société.

---

12.

QUESTIONS HUMANITAIRES

---

I. TRAFIC DE L'OPIUM ET AUTRES DROGUES NUISIBLES.

Le Conseil, dans sa séance du 21 juillet, a décidé de renvoyer à la Commission consultative du trafic de l'opium, pour plus ample considération, les passages du rapport sur lesquels la Commission n'avait pu se mettre d'accord et que le Conseil, lors de sa précédente séance, avait déjà demandé à la Commission de vouloir bien discuter à nouveau (Rapport général, page 72). Le Conseil a prié la Commission d'examiner cette question, avant que son rapport ne soit discuté à l'Assemblée. La Commission se réunira le 1<sup>er</sup> septembre 1922.

Le passage visé se rapporte à la culture du pavot en Chine.

II. TRAITE DES FEMMES ET DES ENFANTS.

Le Conseil a examiné et approuvé, le 17 juillet, le rapport sur l'œuvre accomplie par la Commission consultative de la Traite des femmes et des enfants pendant sa session tenue à Genève du 28 juin au 1<sup>er</sup> juillet 1922. (Rapport général, page 73.)

III. DÉPORTATION DE FEMMES ET D'ENFANTS EN TURQUIE ET DANS LES PAYS AVOISINANTS.

Le Secrétaire général a fait savoir au Conseil, le 17 juillet, que la Commission d'enquête de Constantinople avait accepté de se charger de réclamer la restitution des femmes et enfants déportés. (Rapport général, page 75.)

La Commission d'enquête, conformément à la Résolution adoptée par le Conseil, le 12 mai, a ainsi assumé les fonctions de Commissaire en Chef; en attendant la nomination de ce fonctionnaire, la Commission pourra utiliser les fonds qui avaient été prévus pour l'œuvre du Commissaire en chef.

---

13.

ŒUVRE DE SECOURS AUX RÉFUGIÉS RUSSES

---

Le Conseil a été saisi, le 20 juillet, d'un nouveau rapport du Dr Nansen sur l'œuvre de secours aux réfugiés russes.

*Réfugiés russes de Constantinople.*

Le Dr Nansen a fait connaître qu'en réponse à l'appel adressé par le Conseil lors, de sa précédente session, aux Membres de la Société (Rapport général, page 78), une partie seulement des 30,000 livres nécessaires à l'évacuation des réfugiés de Constantinople lui ont été promises. La Belgique, le Brésil, la Chine, la Grande-Bretagne, le Japon, la Suisse et la Tchéco-Slovaquie se sont en effet engagés pour un total approximatif de 17,000 livres et, comme le Dr Nansen l'a rappelé au Conseil, l'*American Relief Administration* n'avait promis d'assurer le ravitaillement des réfugiés pendant 4 mois, en attendant leur évacuation, et de contribuer pour une somme de 25,000 dollars aux frais d'évacuation, qu'à condition que l'on pût arriver à recueillir cette somme de 30,000 livres. Le Dr Nansen a pu toutefois annoncer que la Croix-Rouge américaine avait offert de garantir le solde des 30,000 livres nécessaires. Il exprima cependant l'espoir que les Membres de la Société voudraient bien verser eux-mêmes ce solde et que la contribution de la Croix-Rouge américaine pourrait constituer un fonds de réserve en cas de besoin.

Depuis l'institution du Haut-Commissariat, il n'a pas été évacué moins de 9,000 réfugiés hors de Constantinople, et 1,000 ont trouvé dans les environs une occupation permanente. Il reste encore 18,000 réfugiés. Le tiers du nombre total a donc été évacué.

Le Haut Commissaire a nommé à Constantinople un Comité spécial chargé de gérer le fonds de 30.000 livres. Ce comité se compose des délégués du Haut-Commissaire, le Colonel Procter et M. Burnier, de M. Ringland, de l'*American Relief Administration*, et du Major Davis, de la Croix-Rouge américaine. L'Amiral Bristol, Haut-Commissaire des Etats-Unis à Constantinople, a également consenti à faire partie de ce comité.

Des négociations ont lieu en ce moment avec le Gouvernement bulgare et la Croix-Rouge russe de Bulgarie, en vue de transférer un millier de réfugiés infirmes avec leurs familles — soit au total 2500 personnes environ — de Constantinople en Bulgarie. Cette catégorie de réfugiés est celle dont le placement soulève le plus de difficultés.

On négocie également l'évacuation sur Vladivostok d'un millier de Sibériens et, sur la Palestine, celle de plus de 600 Israélites russes.

#### *L'Egypte, Chypre et l'Etat serbe-croate-slovène.*

Le Dr Nansen put informer le Conseil que les camps de réfugiés d'Egypte et de Chypre avaient été fermés et que l'évacuation était pratiquement terminée.

Les arrangements nécessaires avaient été réglés par un accord avec le Gouvernement britannique: le Haut-Commissaire recevait de celui-ci 4600 réfugiés qui se trouvaient en Egypte, à Chypre et dans l'Etat serbe-croate-slovène, et se chargeait d'eux moyennant le versement d'une somme de 150.000 livres.

Les réfugiés des camps d'Egypte et de Chypre ont été évacués principalement en Bulgarie et le sort de la plupart d'entre eux se trouve maintenant assuré. Des négociations sont en cours avec le Gouvernement de l'Etat serbe-croate-slovène, et il y a lieu de penser que ce Gouvernement acceptera d'accueillir sur son territoire les 1500 derniers réfugiés de Lemnos.

#### *Certificats d'identité et visas pour les réfugiés.*

Le Conseil a examiné ensuite les recommandations du Comité consultatif des organisations privées, qui s'était réuni les 29 et 30 mai (Rapport général, page 78).

Conformément à une recommandation de ce comité, le Dr Nansen a convoqué une conférence de représentants des Gouvernements pour étudier la question des papiers d'identité et des visas à l'usage des réfugiés russes. La conférence s'est tenue à Genève du 3 au 5 juillet, sous la présidence du Dr Van Hamel, directeur de la Section juridique du Secrétariat. Seize pays y étaient représentés: l'Allemagne, l'Autriche, la Bulgarie, l'Espagne, la Finlande, la France, la Grande-Bretagne, la Grèce, la Hongrie, le Japon, la Pologne, la Roumanie, l'Etat serbe-croate-slovène, la Suède, la Suisse et la Tchéco-Slovaquie.

La conférence a adopté à l'unanimité un modèle simplifié de certificat d'identité.

Le Conseil a décidé, le 20 juillet, de recommander à tous les Membres de la Société et aux gouvernements de tous les pays intéressés au problème des réfugiés russes, d'adopter ce modèle de certificat d'identité, et de notifier aussitôt que possible au Secrétariat général leur adhésion à ce système.

---

## 14.

### LA FAMINE EN RUSSIE.

---

Le Conseil a examiné le 16 mai 1922 une proposition du Gouvernement norvégien, tendant à ce qu'une Commission fût nommée pour procéder à une enquête sur tous les faits relatifs à la famine en Russie (Rapport général, page 79).

Le Conseil a renvoyé cette proposition à la Conférence de Gênes, qui se trouvait réunie à la même époque. La Conférence de Gênes n'a pu l'examiner, faute de temps, et l'a renvoyée, à son tour, au Conseil de la Société.

Le Dr Nansen a présenté de nouveau cette proposition au Conseil, le 20 juillet 1922. Il a déclaré que, de l'avis du Gouvernement norvégien, la nécessité d'instituer une Commission d'enquête s'imposait d'une manière aussi pressante qu'au moment où la proposition avait été présentée pour la première fois. Il a fait ressortir l'importance de la question au point de vue économique, et déclaré que le Gouvernement norvégien était convaincu que l'activité commerciale de l'Europe ne pourrait redevenir normale, tant que la Russie ne serait pas en mesure d'exporter ses produits et d'ouvrir ses marchés.

Aucun fait nouveau ne permet d'espérer que les problèmes de la famine et de la maladie soient moins graves l'année prochaine. La famine, à elle seule, a causé la mort de deux millions de personnes dans la région atteinte par le fléau et la capacité de production de 20 millions au

moins d'habitants s'est trouvée diminuée par les privations qu'ils ont endurées. D'après les prévisions les plus optimistes, la récolte de 1922 serait inférieure de 50 %, soit de 33 millions de tonnes, à celle de 1916. La récolte prévue pour l'Ukraine n'attendrait pas la moitié de la récolte normale.

Le Dr Nansen a insisté particulièrement sur la nécessité de restaurer l'agriculture en Russie et, à cet effet, de fournir aux paysans russes des animaux, et des graines de semence. Il faudrait songer immédiatement aux animaux de trait, dont 55 % à 95 % ont péri. Sans secours extérieur, il sera très difficile de faire les moissons ou les labours l'année prochaine. Au début du printemps, il faudrait également se préoccuper de la question de l'ensemencement. Faute d'aide, l'état de famine pourrait se prolonger jusqu'en 1924.

Le Gouvernement norvégien a estimé que, pour intéresser vraiment l'opinion publique à la situation réelle de la Russie, la création d'une Commission d'enquête était nécessaire. Les gouvernements et les diverses œuvres de secours disposent d'une documentation abondante. Ces renseignements devraient être étudiés et comparés, et une Commission impartiale, pouvant inspirer une confiance absolue à la fois aux gouvernements et à l'opinion, publierait un exposé digne de foi.

Le Conseil a décidé, le 20 juillet, que le Secrétariat de la Société des Nations serait autorisé à recueillir, rassembler et mettre sous forme de tableau tous les renseignements qu'il serait possible d'obtenir des divers gouvernements, des organisations de secours et autres œuvres fonctionnant en Russie, et à compléter ces renseignements, toutes les fois qu'il serait possible de le faire, en puisant à d'autres sources. L'objet de ce travail est de présenter au Conseil un tableau aussi complet et aussi exact que possible de la situation réelle en Russie, au point de vue de la famine, et de rendre les informations ainsi obtenues accessibles à l'opinion publique. Une Commission d'experts pourra être nommée pour utiliser la documentation ainsi rassemblée et examiner les conclusions qu'il serait possible d'en tirer, à la condition toutefois que les résultats du travail du Secrétariat justifient l'institution de cette Commission.

---

## 15.

### COMMISSION DE COOPÉRATION INTELLECTUELLE

---

Conformément à la décision prise par le Conseil le 15 mai 1922, la Commission chargée de l'étude des questions internationales de coopération intellectuelle a tenu sa première session à Genève du 1<sup>er</sup> au 5 août 1922. Les personnalités désignées par le Conseil pour faire partie de cette Commission étaient toutes présentes, à l'exception du Professeur Einstein, qui n'a pu, au dernier moment, se rendre à Genève, ayant été appelé au Japon en mission scientifique; il a d'ailleurs assuré la Commission de son entière collaboration après son retour. La Commission était donc composée de la manière suivante:

M. D. N. BANERJEE,	Professeur d'économie politique à l'Université de Calcutta.
M. H. BERGSON,	Professeur honoraire de philosophie au Collège de France; membre de l'Académie française; membre de l'Académie des sciences morales et politiques.
M <sup>lle</sup> BONNEVIE	Professeur de zoologie à l'Université de Christiania; déléguée à l'Assemblée de la Société des Nations.
M. A. de CASTRO,	Directeur de la Faculté de médecine de l'Université de Rio-de-Janeiro.
M <sup>me</sup> CURIE-SKLODOWSKA,	Professeur de physique à l'Université de Paris; Professeur honoraire de l'Université de Varsovie; Membre de l'Académie de Médecine de Paris et de la Société des sciences de Varsovie.
M. J. DESTRÉE,	Ancien ministre des Sciences et des Arts; Membre de l'Académie belge de littérature et de langue française.
M. G. E. HALE,	Directeur de l'Observatoire de Mount-Wilson (Etats-Unis); Membre du Conseil international de recherches; Président honoraire du Conseil national de recherches des Etats-Unis.
M. G. H. MURRAY,	Professeur de philologie grecque à l'Université d'Oxford; Membre du Conseil de l'Académie britannique et délégué de l'Afrique du Sud à l'Assemblée de la Société des Nations.
M <sup>r</sup> d REYNOLD,	Professeur de littérature française à l'Université de Berne.

**M. F. RUFFINI,** Professeur de droit canon à l'Université de Turin; ancien ministre de l'Instruction publique; Président de l'Union des Associations pour la Société des Nations; Président de l'Académie royale de Turin.

**M. L. DE TORRES QUEVEDO,** Directeur du Laboratoire électro-mécanique de Madrid; membre de la Commission pour l'extension des études scientifiques (*Junta para Ampliacion de Estudios*); Membre de l'Académie des Sciences de Madrid.

Le Professeur R. A. Millikan, Directeur du laboratoire de physique « Norman-Bridge » à l'Institut de Technologie de Californie, Vice-Président du Conseil national de recherches des Etats-Unis, Membre du Conseil international de recherches, a suppléé M. Hale, empêché d'assister à toutes les séances.

M. Bergson a été élu président, M. Murray, vice-président et M. de Reynold, rapporteur.

Etant donné l'étendue de son ordre du jour et le peu de temps dont elle disposait, la Commission a commencé par déterminer ses méthodes de travail et par assigner des limites à son activité.

Elle a proposé au Conseil d'instituer immédiatement une enquête générale sur les conditions du travail intellectuel dans les divers pays et attiré son attention sur l'état désespéré de la vie intellectuelle dans certains pays d'Europe et sur l'urgente nécessité d'intervenir; elle a prié M. de Reynold et M<sup>me</sup> Curie-Sklodowska de bien vouloir préparer, à titre d'exemple, dans le plus court délai possible, un exposé documentaire sur l'état de la vie intellectuelle en Autriche et en Pologne respectivement.

Elle a constitué une Sous-Commission chargée d'étudier les questions de bibliographie, et en particulier les moyens de perfectionner la bibliographie dite « périodique ». Cette Sous-Commission sera composée de M<sup>me</sup> Curie-Sklodowska et de M. Destrée, et présidée par M. Bergson; elle pourra s'adjoindre de 3 à 5 experts, appartenant à la catégorie d'intellectuels dont la collaboration paraît nécessaire, c'est-à-dire des bibliographes et des savants spécialisés.

La Commission a attiré l'attention du Conseil sur les Conventions de Bruxelles (15 mars 1886) concernant les échanges internationaux de publications, et sur l'utilité de compléter les dispositions de ces Conventions et d'en étendre l'application.

Posant en principe que la coopération internationale dans les recherches scientifiques doit être l'œuvre des sociétés scientifiques elles-mêmes, la Commission, désireuse de leur assurer pratiquement tout son concours, a maintenu la question des rapports scientifiques à l'ordre du jour de sa prochaine session.

Elle a décidé dès à présent de mettre à l'étude un projet de caisse internationale de prêts et de crédit, destinée à faciliter les recherches scientifiques.

Elle a également confié à un de ses membres l'étude des moyens propres à établir une réglementation internationale touchant la conservation et l'aliénation des monuments archéologiques, en dressant le bilan des trésors archéologiques non encore découverts, en élaborant un plan général de recherches, en fixant les règles et les méthodes applicables à ces recherches.

La Commission a estimé qu'un effort de coopération universitaire est une des exigences de la civilisation moderne. Elle a donc confié à une Sous-Commission composée de MM. de Castro, Millikan, Murray, Destrée et de Reynold et présidée par M. Bergson, les travaux préparatoires d'un congrès international de toutes les Universités qu'elle est d'avis de convoquer dès que les circonstances le permettront. Les points principaux à étudier sont les suivants: échanges de professeurs, échanges d'étudiants, équivalence des études et des diplômes universitaires, institution de bourses internationales, de cours de vacances internationaux et d'un Bureau central d'informations universitaires. La Sous-Commission travaillera en contact avec les diverses universités et les encouragera à organiser entre elles des Congrès par nation ou par groupe de nations.

La Commission a chargé une Sous-Commission composée de MM. Destrée, Millikan, Ruffini et de Torres Quevedo d'étudier les moyens propres à assurer la protection de la propriété intellectuelle, en particulier de la propriété scientifique.

La Commission a été saisie d'une résolution prise par l'Assemblée le 1<sup>er</sup> octobre 1921 et qui lui a été renvoyée par la Commission temporaire mixte pour la réduction des armements; celle-ci a demandé à la Commission de suggérer des méthodes permettant d'amener les savants de tous les pays à publier leurs découvertes en matière de gaz toxiques et de guerre chimique. La Commission s'est déclarée incapable de suggérer une méthode quelconque à cette fin.

---

## CONTENTS.

---

	Page.
1. LEGAL QUESTIONS:—	
I. Committee on Amendments to the Covenant . . . . .	3
II. Procedure of Conciliation . . . . .	3
2. THE ECONOMIC WEAPON OF THE LEAGUE . . . . .	3
3. PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE . . . . .	4
4. FINANCIAL ADMINISTRATION OF THE LEAGUE . . . . .	5
5. LIAISON OFFICE WITH LATIN AMERICA . . . . .	5
6. REDUCTION OF ARMAMENTS . . . . .	6
7. POLITICAL QUESTIONS:—	
I. Incursions into the Frontier Districts of the States bordering on Bulgaria . . . . .	8
II. The Frontier between Austria and Hungary . . . . .	9
III. The Frontier between Hungary and the Serb-Croat-Slovene State. . . . .	10
8. TERRITORY OF THE SAAR BASIN . . . . .	10
9. MANDATES . . . . .	12
10. THE WORK OF THE TECHNICAL ORGANISATIONS:—	
I. The Provisional Economic and Financial Committee . . . . .	15
II. Communications and Transit Organisations . . . . .	15
III. Health Organisation . . . . .	16
11. THE GENOA CONFERENCE AND THE LEAGUE OF NATIONS . . . . .	18
12. SOCIAL QUESTIONS:—	
I. Traffic in Opium and other dangerous Drugs . . . . .	19
II. Traffic in Women and Children . . . . .	19
III. Deportation of Women and Children in Turkey and neighbouring Countries . . . . .	19
13. RELIEF OF RUSSIAN REFUGEES . . . . .	19
14. FAMINE IN RUSSIA . . . . .	20
15. COMMITTEE ON INTELLECTUAL CO-OPERATION . . . . .	21

---

**1.**

**LEGAL QUESTIONS**

---

**I. THE AMENDMENTS COMMITTEE.**

The Council decided, on July 18th, to leave it to the discretion of the Chairman of the Committee on Amendments to the Covenant (General Report, page 12) to fix the date on which the Committee should, if necessary, come together.

**II. REPORT OF THE COMMITTEE ENTRUSTED WITH THE ENQUIRY  
INTO A PROCEDURE OF CONCILIATION.**

The Council, on July 18th, approved the report of the Committee entrusted with the enquiry into a procedure of conciliation (General Report, page 13).

---

**2.**

**THE ECONOMIC WEAPON OF THE LEAGUE**

---

The Council, at its meeting on January 10th, decided to ask the Members of the League for their observations on the proposed rules for guidance in the application of the economic weapon of the League laid down in the resolutions adopted by the Assembly on October 4th, 1921. Up to the present replies have been received from the following Governments:

Austria  
Bulgaria  
Great Britain

Italy  
Japan  
Siam

Sweden  
Switzerland  
Czechoslovakia

These replies have been circulated to the Members of the Council and to the Members of the League for their information. Most of the Governments state that they are willing to accept the recommendations of the Assembly, but some of them point out that it will be necessary to introduce legislation in order to enable these rules to be applied when the necessity arises, and attention is drawn by certain Governments to constitutional or other difficulties with which they are confronted.

---



### 3.

## PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE

---

The Court opened its first ordinary session on July 15th, 1922.

The public business before the Court was the consideration of three requests for an advisory opinion made to it by the Council, under Article 14 of the Covenant.

The first two questions referred to the Court were:

*Question I:*

“Was the Workers’ delegate for the Netherlands at the third session of the International Labour Conference nominated in accordance with the provisions of paragraph 3 of Article 389 of the Treaty of Versailles?”

*Question II:*

“Does the competence of the International Labour Organisation extend to international regulations of the conditions of labour of persons employed in agriculture?”

On July 18th, the Council, on the proposal of the French representative, resolved to address to the Court the following additional question:

*Question III:*

“Does the examination of proposals for the organisation and development of methods of agricultural production, and of other questions of a like character, fall within the competence of the International Labour Organisation?”

The Council has received the opinion of the Court upon each of the above questions. The Court answers the first question in the affirmative, stating in its judgement that, since the Netherlands Workers’ delegate to the third session of the International Labour Conference was admitted by the Conference, the Court is of opinion that the sole object of the question submitted to it is to obtain an interpretation of paragraph 3 of Article 389 of the Treaty of Versailles.

The Court answers the second question in the affirmative, two of the judges dissenting.

The third question was answered in the negative.

*Special Chambers provided for in the Statute of the Court.*

The Special Chamber for Labour questions will, for the period ending on December 31st 1924, be composed as follows:

*Members:* Lord FINLAY (President), MM. de BUSTAMENTE, ALTAMIRA, ANZILOTTI and HUBER

*Substitutes:* MM. NYHOLM and MOORE.

The Special Chamber for Transit and Communications will be composed as follows:

*Members:* MM. WEISS (President), BARBOZA, NYHOLM, MOORE and ODA.

*Substitutes:* MM. ANZILOTTI and HUBER.

The Court also elected the members of its Chamber for Summary Procedure for the year 1923; this Chamber will be composed as follows:

*Members:* MM. LODER (President), WEISS, MOORE.

*Substitutes:* Lord FINLAY, M. ALTAMIRA.

This Chamber, for the period ending December 31st of the present year, will be composed as follows:

*Members:* M. LODER (President), MM. WEISS and HUBER.

*Substitutes:* Lord FINLAY and M. ALTAMIRA.

---

4.

## THE FINANCIAL ADMINISTRATION OF THE LEAGUE

---

### *Budget and Audited Accounts.*

The Council, on July 17th, considered a report on the budget for the fifth fiscal period (1923), on the audited accounts for the third fiscal period (1921), and on the first report of the Commission of Control (General Report, page 17),

The Council decided, in view of the short time at its disposal before the expiry of the delay within which the budget as approved by the Council must be circulated to the Members of the League, not to examine the budget for the fifth fiscal period during that session.

The Council, in taking this decision, reasserted the right of its Members which it had reserved at the previous session (General Report, page 17) for its representatives to discuss or propose amendments to the budget in their capacity as Members of the Assembly.

The Council, in adopting the audited accounts for the third fiscal period, directed the Secretary General to thank the Netherlands Government for having put officials from its audit department at the disposal of the League, and to thank the auditor and the members of the Commission of Control for their work.

### *The Allocations Committee.*

The Committee on the Allocation of Expenses was, on January 14th, 1922, invited by the Council to continue its work in accordance with the recommendation of the Second Assembly.

The Committee met in Paris for a session which lasted from June 28th to July 1st, 1922. It was composed as follows: M. J. RÉVEILLAUD (France), Chairman, M. Barboza CARNEIRO (Brazil), M. JANCOVICI (Roumania), M. SOLERI (Italy), and Sir Henry STRAKOSCH (South Africa).

The Committee presented its report to the Council in July, and the Council, on July 17th, authorised the Secretary-General to circulate this report to the Members of the League for their consideration prior to the meeting of the Assembly.

---

5

## APPOINTMENT OF A LIAISON OFFICE WITH THE STATES OF LATIN AMERICA.

---

The Second Assembly, at its meeting held on October 1st, 1921, decided, in approving the report of the 4th Committee, to establish a liaison office between the League of Nations and the States of Latin America. It was understood that the Secretary-General would place definite proposals before the Council for its approval. A sum of 97,715 francs was set aside in the budget for the establishment of the office.

The Secretary-General, accordingly, submitted a memorandum to the Council, which was approved on May 11th, 1922. He pointed out that the results of the journey undertaken in 1921 by two members of the Secretariat in Latin America did not enable him to make a definite recommendation as to the seat of the office. He represented, however, that it was essential to give effect as soon as possible to the spirit of the Assembly's decision by making an effort to improve the liaison between the central organisations of the League and the States of Latin America. He therefore proposed to set up a small office immediately in Geneva, the members of which would be chosen by the Secretary-General from among nationals of the States of Latin America. The appointments would have a provisional character, and would terminate at the expiry of one year, so that the Third Assembly would remain free finally to fix the seat of the office.

The Council approved these proposals and a correspondence followed between the Secretary-General and the representatives of a certain number of States of Latin America. The correspondence showed that, though there was the greatest sympathy for the scheme, there was a general desire that the appointment of the members of the office should not be hastily made, and that care should be taken to appoint a staff which should be really capable of fulfilling the delicate task entrusted to it to the full satisfaction of the interested States. The Secretary-General decided, in accordance with the wishes which had been expressed, to wait for the Third Assembly in order that the representatives of all the States of Latin America might be consulted on a matter in which they were so nearly concerned.

---

6

REDUCTION OF ARMAMENTS.

---

The Temporary Mixed Commission met in Paris from July 3rd to 7th, 1922, and M. Viviani, as Chairman of the Commission, presented a report to the Council in London on July 20th.

GENERAL SCHEME FOR A REDUCTION OF ARMAMENTS.

(a) *Limitation of Land Armaments.*

The proposals submitted by Lord Esher to the Temporary Commission in February 1922 were considered during the July session.

Lord Esher's scheme for a proportionate reduction on the lines of the Washington agreements for naval reduction was referred by the Commission to a sub-committee of six members, and the Commission decided to request the Council to invite the technical opinion of the Permanent Armaments Commission on its merits.

The Commission further considered proposals presented on July 3rd by Lord Robert Cecil, defining the principles which he considered might serve as the basis of a scheme for the general reduction of armaments. Lord Robert Cecil's proposals were based on the assumption that no disarmament was possible unless it was universal and simultaneous with a treaty of mutual guarantee. The Commission referred Lord Robert Cecil's proposals to the sub-committee appointed to consider the proposals of Lord Esher.

The Council, on July 20th, requested the Permanent Advisory Commission to consider Lord Esher's plan from a technical point of view and to forward its conclusions as early as possible to the Temporary Mixed Commission.

(b) *Limitation of Naval Armaments.*

Three schemes were before the Temporary Commission during its July session for the extension of the principles which inspire the Naval Treaty of Washington to the naval armaments of Powers which were not parties to the Treaty.

The Commission decided to ask the Council to refer these schemes to the Naval Sub-Commission of the Permanent Advisory Commission.

The Council, on July 20th, requested the Naval Sub-Commission to present its report as soon as possible, and to forward it directly to the Second Sub-Committee of the Temporary Mixed Commission. The Council further decided to inform the Governments concerned that they would be called upon at the next session of the Assembly to consider the advisability of convening an international conference for the purpose of extending to non-signatory Powers the principles which inspire the Treaty of Washington.

The Naval Sub-Commission met at Geneva on July 24th and forwarded its report to the Temporary Mixed Commission on July 27th.

(c) *Statement of Governments on their National Requirements.*

The Temporary Mixed Commission, during its July session, noted that the object of the invitation to the Governments to make a statement on their military requirements for national security was to obtain positive information which would place the problem of the reduction of armaments in direct relation with existing political, geographical and strategical facts (General Report, page 19). It was obvious to the Commission that no scheme for a reduction of armaments would have any chance of acceptance unless it took account of the factors mentioned in Article 8 of

the Covenant, that is to say the national security, international obligations, geographical situation, and special conditions of each of the countries concerned.

The Council, on July 20th, decided that its President should request the Governments who had not yet forwarded a statement to reply as soon as possible, in order that the Commission might have material for the report which it was bound to present to the Assembly in September. The Council authorised the Secretary-General to communicate the replies of the Governments to the members of the Commission. Twenty replies have been received, i.e., those of

Albania	Esthonia	Haiti	Poland
Austria	Finland	Italy	South Africa
Belgium	France	Japan	Switzerland
Bulgaria	Great Britain	Latvia	S.C.S. State
Czeckoslovakia	Greece	Lithuania	Siam

All these replies have been duly communicated to the members of the Temporary Mixed Commission.

#### ARMS TRAFFIC.

##### *Distribution of Surplus Stocks of Munitions.*

The Temporary Mixed Commission, during its July session, noted the report of the Permanent Armaments Commission on surplus stocks of munitions (General Report, page 22) and on the measures taken by the various States for the liquidation of these stocks. The Commission was of the opinion that this question had now been settled in accordance with the wishes of the second Assembly.

#### THE CONVENTION OF ST-GERMAIN.

The Temporary Mixed Commission, at its July session, requested the Council again to approach the Governments in order to secure an early ratification of the Convention of St. Germain.

The Council, on July 20th, decided to request all the Members of the League, who had not yet ratified the Convention, to make all the necessary preparations to ratify, in order that formal ratifications might be deposited as soon as the principal signatory Powers, including the United States of America, were ready to do so<sup>1</sup>.

The necessary steps for the carrying out of the decision of the Council have been taken by the Secretariat.

#### POISONOUS GASES.

The Temporary Mixed Commission considered a proposal that Members of the League should be urged to adhere to the Washington Treaty concerning the use of asphyxiating and poisonous gases in time of war (General Report, page 22). The Commission decided not to take action until it was informed that the Washington Treaty had been forwarded to the non-signatory States after ratification by the signatory Powers.

The Commission further decided to ask the Committee on Intellectual Co-operation, which was to meet in August, for its advice as to the methods by which the co-operation of scientific men might be secured in order to carry out the resolution of the Second Assembly. It was provided in the Assembly resolution that scientific men should be invited to publish their discoveries on poisonous gas and similar subjects, so as to minimise the likelihood of their employment. (General Report, page 22).

The Council, on July 20th, expressed the hope that the Committee on Intellectual Co-operation would be able to present a report on the subject to the Temporary Mixed Commission before the end of August. The Committee on Intellectual Co-operation after careful consideration adopted a resolution on August 5th, 1922, regretting its inability to suggest any methods by which scientific men could be induced to publish their discoveries.

---

<sup>1</sup> A despatch has since been received by the Secretary-General from the Department of State at Washington, dated July 28th. The despatch, while pointing out that Congress has already enacted legislation making it unlawful in certain circumstances to export arms and munitions from the United States except under such limitations and exceptions as the President may prescribe, contains the following explicit statement in regard to the ratification of the Convention of St. Germain :

• In reply to the inquiry made by the Secretary-General : whether the Government of the United States of America is prepared to ratify the Convention of St. Germain, the Secretary of State begs to state that the terms of the proposed Convention have been carefully examined and that, while the Government of the United States is in cordial sympathy with efforts to restrict traffic in arms and munitions of war, it finds itself unable to approve the provisions of the Convention and to give any assurance of its ratification. »

### PRIVATE MANUFACTURE OF AND TRADE IN ARMS.

The Council was requested by the Second Assembly to invite the Members of the League and other interested States to take part in an international conference on the trade in arms to meet on a date to be fixed by the Council.

The Temporary Commission was entrusted with the task of preparing the programme of the conference and of submitting a draft convention (General Report, page 20).

The Council decided, on March 25th, that a conference could not be summoned until the Temporary Mixed Commission had completed its examination of the question.

The Council, on July 20th, was informed of the progress made by the Temporary Commission in its preliminary work.

A preliminary legal study of the problems arising out of the application of Article 8 of the Covenant has been made by the Secretariat, and technical studies of the administrative, industrial and military problems involved have been prepared by General Marietti and Colonel Carnegie, members of the Temporary Commission.

The Permanent Advisory Commission has prepared a report defining the technical terms used in this connection, such as "arms and munitions" and "private manufacture". These definitions have been accepted by the Temporary Commission. The Temporary Commission is considering a draft convention, under which licences would be required for the private manufacture of munitions.

M. Viviani informed the Council on July 20th that the results of this preliminary work would be submitted to the Council at the session to be held in September. He said that the Council would then be in a better position to judge whether the moment had come for convening an international conference.

### BUDGETARY LIMITATION OF ARMAMENTS.

The Temporary Mixed Commission, during its session in July, noted with satisfaction reductions in the military budgets of various States, and adopted a resolution, subsequently approved by the Council on July 20th, under which the Governments which had not replied in 1922 to the inquiries which the Council had addressed to them were invited to do so, if possible before August 15th of the current year (General Report, page 22). The Council also approved a resolution of the Temporary Mixed Commission according to which the actual military expenditure of the Members of the League will be the subject of a comparative statistical study to be presented to the Assembly since many countries, though unable to engage themselves beforehand to a limitation of expenditure, have in practice carried out the policy recommended by the Assembly.

---

## 7

### POLITICAL QUESTIONS.

---

#### I. INCURSIONS OF ARMED BANDS IN THE FRONTIER DISTRICTS OF THE STATES BORDERING ON BULGARIA.

The Governments of Greece, Roumania and the Serb-Croat-Slovene State on June 14th 1922 addressed a collective note to the Bulgarian Government protesting against the incursions of armed bands in the frontier districts of their respective territories.

There are estimated to be about 500,000 refugees in Bulgaria drawn from territories which were in the occupation of Bulgaria before the late war and also before the Balkan wars which preceded it. Some of these have formed themselves into small bands which continually pass across the frontiers, provoking disorder and giving rise to protests on the part of neighbouring States.

There had previously been negotiations on the subject with the Bulgarian Government, arising out of complaints which had been made by the Serb-Croat-Slovene Government in the spring of 1921. The Bulgarian Government had then replied that it would welcome an investigation into the facts, and had asked the Serb-Croat-Slovene Government to choose between the procedure of a mixed commission and an international inquiry.

The Bulgarian Government considered that the note presented by the three Governments on June 14th was of a threatening character, and that it was unjustifiably blamed for responsibility in the formation of the armed bands and for their incursions over the frontiers of its neighbours. The Bulgarian Government accordingly appealed to the Council of the League under Article 11 of the Covenant. The appeal was made on June 17th, 1922, and the note of the three Governments was represented by Bulgaria to be a circumstance likely to affect international relations under the conditions presupposed in that Article.

The Council heard the representatives of the four Governments concerned at a public meeting held in London on July 18th, 1922. The Bulgarian representative came to the Council with a proposal that a commission of inquiry should be appointed.

The representatives of Roumania, Greece, and the Serb-Croat-Slovene State submitted that the note of June 14th could not be regarded as a circumstance affecting the friendly relations of the parties, and denied that the note was of a threatening character. It was true that the Serb-Croat-Slovene Government had not agreed to the suggestion made by the Bulgarian Government for a mixed commission; but the Bulgarian Government had made further proposals, namely, that the military and administrative authorities on the frontiers should arrange between themselves a common plan of action against the bands, and the Serb-Croat-Slovene Government had accepted these proposals in principle. Moreover, negotiations were even then proceeding between the parties, and the Roumanian representative announced that as a result of these negotiations the Serb-Croat-Slovene Legation at Sofia had been instructed to accept proposals put forward by the Bulgarian Government on June 19th.

The Council noted the declaration made by the representatives of the three States bordering on Bulgaria that the step which they had taken in addressing a collective communication to the Bulgarian Government on June 14th was in no way unfriendly. It further noted that direct conversations were proceeding between the interested Governments, and that the Governments were ready, if these negotiations were unfavourable, and if the terms of the Covenant should become applicable, to bring the question again before the Council. It expressed the hope that the efforts of the Governments to settle the question by direct agreement might be brought to a satisfactory conclusion and requested the Governments to inform the Council at its next session of the results of the negotiations. Finally, it placed itself at the disposal of the Governments, should its intervention be again required to avoid all possibility of conflict.

## II. THE FRONTIER BETWEEN AUSTRIA AND HUNGARY.

The Conference of Ambassadors on July 22nd, 1920, and again on June 3rd, 1921, issued instructions to the Delimitation Commissions which had been entrusted with the definition of the frontiers of Hungary. It was stated in these instructions that the Commissions might make modifications in the frontiers, as defined in the Treaty of Trianon, provided they were of small importance and were unanimously approved by the Commissions. The Commissions were further instructed, if in certain districts they thought it necessary to make modifications which from their nature and importance went beyond their normal competence, to address a report on the subject to the Council of the League of Nations. It was understood that the Commissions might not in any case alter materially the territorial basis of the Treaty. Austria, under the Protocol of Venice, undertook, in the event of her wishing to lodge an appeal against the decisions of the Delimitation Commission for the Austro-Hungarian frontier, to accept as final the decision of the Council of the League.

The Delimitation Commission for the frontier between Austria and Hungary decided on March 28th by 5 votes to 1 to present a report to the Council of the League on certain proposed modifications of the frontier between these two States. This report was forwarded by the Conference of Ambassadors to the Council of the League, which was invited under the Protocol of Venice to decide whether the suggested modifications of the frontier should be carried out.

The Council discussed this question in the presence of the interested parties on July 19th, 1922 and it decided to assume the responsibilities defined in the Protocol of Venice.

The representative of Austria explained that the question at issue was whether the frontier of the Burgenland should remain as fixed by the treaties, or whether it should be modified. He represented that Austria had already consented to a considerable sacrifice in signing the Protocol of Venice, and thereby losing the capital of the Burgenland and the adjoining districts, and that the modifications of the frontier now proposed would seriously compromise her economic future. Austria asked for an application of the treaties as they stood.

The representative of Hungary said that the decisions of the Delimitation Commission had been accepted unanimously by the Commission, with the exception of the Austrian member. He stated that the decisions taken by the Commission affected only a small number of villages in the Burgenland, where the population was mixed, and that the transfer of the districts in question would not be economically detrimental to Austria.

It was agreed that the Secretariat, under the direction of M. Hymans, the rapporteur, should study the question with the assistance of the technical representatives of the two countries concerned, and the rapporteur undertook to present a report on the basis of which the subject would again be considered at the next session of the Council.

### III. THE FRONTIER BETWEEN HUNGARY AND THE SERB-CROAT-SLOVENE STATE.

The Council decided, on July 19th, to have a similar preliminary study and report made in regard to modifications which had been proposed by the Delimitation Commission for the frontier between Hungary and the Serb-Croat-Slovene State. The Council had received the report of the Delimitation Commission from the Conference of Ambassadors and a request from the Hungarian Government. It was asked to use its good offices in the matter, and the limits within which its good offices might be employed were defined in a letter addressed to the Hungarian Government on May 6th, 1920. In this letter the President of the Conference of Ambassadors stated that the Delimitation Commission was competent to propose modifications in the frontier, it being understood that the Council of the League might, at the request of one of the interested Governments, offer its good offices with a view to arriving at a settlement by friendly agreement between the parties. This arrangement had been accepted by the Roumanian, Serb-Croat-Slovene, and Czechoslovak Governments in a reply which they had subsequently addressed to the letter of the President of the Conference of Ambassadors. It was contemplated in the President's letter that the Council would mediate only in regard to those portions of the frontier in which modifications had been proposed by the Delimitation Commission, such alterations to the treaty line being possible only with the consent of the two Powers concerned.

The representatives of Hungary and of the Serb-Croat-Slovene State made statements to the Council on July 19th and July 20th, 1922.

The Council decided to request M. Hymans, in consultation with the interested parties and with the assistance of the Secretariat of the League, to present to the Council at its next session a statement on the controversial points involved and the possibilities of agreement between the parties. The Council would then decide at its next session whether it could usefully offer to mediate.

## 8

### THE TERRITORY OF THE SAAR BASIN.

#### THE ADVISORY COUNCIL OF THE SAAR.

As stated in the main report on the work of the Council which explained at some length the establishment of the Advisory Council of the Saar (pages 35/38), the elections for this Council took place on June 25th, 1922. Full reports with regard to these elections and the first session of the Council which was held from July 19th to 26th, 1922, have been sent in by the Governing Commission. The information which is given below with regard to these matters is taken from these reports which have also been circulated in full to the Members of the League.

Nine political parties or economic groups sent in lists of candidates who carried on a very active campaign during the weeks immediately preceding the elections. The Governing Commission forwarded with its report a collection of manifestes of these parties or groups and pointed out that in a certain number of them, a desire might be noted to make the Advisory Council not an organ of collaboration on the part of the population with the Governing Commission, but an organ of systematic opposition intended to render the task of the Commission more difficult, and to compel it to relinquish in favour of the Advisory Council the powers and functions held by the Commission under the terms of the Treaty of Peace, which the Council of the League of Nations stated on March 26th that it would not allow the Commission to abandon.

Of the 356,141 electors entered on the rolls, over 193,000 cast valid ballots. In accordance with the results, the 30 seats in the Council were distributed among six groups as follows:

Centre Party . . . . .	16 seats
Social Democratic Party . . . . .	5 "
Liberal People's Party. . . . .	4 "
Union of Landowners and Agriculture . . . . .	2 "
Communist Party . . . . .	2 "
German Democratic Party . . . . .	1 "
	—
	30 "

One woman was elected to the Council, whose Members as regards occupation are divided as follows:

Secretaries of Trade Unions . . . . .	6
Lawyers . . . . .	4
Artisans . . . . .	3
Farmers . . . . .	3
Manufacturers . . . . .	2
Journalists . . . . .	2
Office employees . . . . .	2
Workmen . . . . .	2
Clergyman . . . . .	1
State school-teacher . . . . .	1
Business man . . . . .	1
Commercial agent . . . . .	1
Architect . . . . .	1
Without profession . . . . .	1

The Advisory Council was convened for its first meeting on July 19th, 1922. At the opening of the meeting, the Chairman of the Council, Mr. Kossmann, read a message from the Governing Commission which had been prepared with the unanimous approval of the Commission. This message, after reminding the Advisory Council of the basis on which it was established and the necessary limitation of its powers, expressed the confidence which the Commission felt in the Advisory Council and the liberal programme for collaboration which the Commission would adopt in its relations with that body. The representatives of the six political parties then read their political programmes. These will be found printed in full in document No. C. 543 M. 328, 1922, I.

At its second meeting on July 26th, the Advisory Council considered a report from one of its Committees concerning the draft rules of procedure for the Council, which had been submitted to that body by the Governing Commission. The Advisory Council expressed their views upon the matter and the Governing Commission will promulgate the rules after considering these views. The Commission has already accepted the proposal of the Advisory Council that its members should receive a monthly salary of 10,000 marks with 500 marks extra for each meeting of a Committee and a fine of 500 marks for each absence from a full meeting of the Council.

#### OTHER SAAR QUESTIONS SUBMITTED TO THE COUNCIL.

(1) *The Adhesion of the Saar Territory to the Berne International Railway Convention.*

This question which was the subject of a dispute between the Governing Commission and the German Government was again considered in correspondence forwarded to the Secretary-General during the summer by the Chairman of the Governing Commission. The Governing Commission has now laid the matter before the League of Nations in virtue of paragraph 22 of the Saar Annex to the Treaty of Versailles and of Article 376 of the Ports, Waterways and Railways, part of the same Treaty, in order that the procedure with regard to conciliation and the settlement of disputes laid down by the resolution of the Assembly dated December 9th, 1920, may be put into effect. The Secretary-General has sent a copy of all this correspondence to the Advisory and Technical Committee on Communications and Transit.

(2) *Settlement of Pre-war Debts.*

Negotiations on this question were carried on in Berlin at the end of July between representatives of the Governing Commission and the German Government, but it was found impossible at that time to come to an agreement with regard to a method of applying the German legislation on this subject to German nationals in the Saar.

(3) *The intention of the Governing Commission to put certain Officials at the disposal of the German Government.*

The German Government, in a letter dated July 23rd, 1922, forwarded copies of correspondence between the Governing Commission and the German Government with regard to the intention of the Governing Commission, on grounds of economy, to place a considerable number of officials at the disposal of the German Government. The German Government claims that the Governing Commission has no right to do this and has requested the intervention of the League of Nations in order that an understanding may be reached between the Governing Commission and the German Government.

The Governing Commission has also set forth its position on the question, and both parties have in fact expressed their willingness to carry on direct negotiations in order, if possible, to arrive at a settlement.

#### THE ECONOMIC SITUATION AND THE BUDGET OF THE TERRITORY.

The 12th periodical report of the Governing Commission contained a survey of the economic situation in the territory and the administrative work of the Governing Commission during the second quarter of 1922.



It was stated that the economic situation had undergone notable improvement during that period, as indicated by the fact that the number of unemployed had been reduced from 3,000 during the first quarter of 1922 to less than 2,000 during the second quarter. The *nett* production of coal reached 865,000 tons in June, cast-iron and wrought-iron were sold in Germany on favourable terms, the building industry has been active and certain new industries have been established in the Basin.

The budget estimates for 1922-1923 show that both ordinary and extraordinary expenditure should be fully covered by normal receipts and that the estimated deficit for the railway, postal telegraph and telephone services, which amounted to 16,000,000 francs for 1921-1922, has been reduced to 5,500,000 francs for 1922-1923. The revenue from the coal tax for 1922-1923 has been estimated at 40,000,000 francs and that from the customs at 10,000,000 francs. The total expenses for the year are expected to amount to about 68,000,000 francs and 328,000,000 marks.

---

9.

DUTIES INCUMBENT ON THE LEAGUE OF NATIONS BY VIRTUE  
OF ARTICLE 22 OF THE COVENANT (MANDATES).

---

DECISIONS OF THE COUNCIL.

Following the decision taken during its session held in May 1922 (General Report, page 51), the Council undertook the examination of the draft B and A mandates at an extraordinary session held in London in July 1922. The Council at the first meeting of the session held on July 17th, noted with regret the resignation of the Spanish member of the Permanent Mandates Commission, M. Raymond Pina, and expressed its gratitude for the services which he had rendered. The Council appointed to succeed him his compatriot, the Count de Ballobar.

The following draft B mandates were before the Council:

- (1) The British mandate for East Africa.
- (2) The British mandate for Togo.
- (3) The British mandate for the Cameroons.
- (4) The French mandate for Togo.
- (5) The French mandate for the Cameroons.
- (6) The Belgian mandate for East Africa.

These drafts were not distinguished in any important particulars from those on which, in February 1921, the Japanese representative on the Council, acting as rapporteur for the B mandates, had presented a long report. The Council therefore confined itself to noting on this occasion the new observations of the rapporteur contained in two supplementary reports.

In these reports, the Japanese representative proposed certain amendments in the draft B mandates. The object of these amendments was to clear up certain obscurities, to correct inconsistencies between the British and French texts which appeared to be contrary to the intentions of those who had drafted them, and finally to bring the provisions of those drafts into agreement with the corresponding provisions of the C mandates approved by the Council in December 1920.

The Council was informed that negotiations between the Principal Allied Powers and the United States had resulted in an agreement concerning certain amendments which had been incorporated into the drafts.

The Council, at its meeting on July 18th, approved the texts of the mandates in principle, subject to formal amendments, the insertion of which was entrusted to a drafting committee under the direction of the Japanese representative.

The Council at the same meeting on July 18th, adopted a resolution on the dangers of alcoholism in the territories under the mandates. The Council, in this resolution, drew the special attention of the mandatory Powers to the devastating effects of alcoholism upon the primitive populations of Equatorial Africa. It begged the Permanent Mandates Commission to study with close attention the measures taken in order to ensure a strict control of the trade in alcohol, and communicate to the Council any observations of fact to which the application of these measures might give rise.

The final text of the B mandates, with the amendments proposed by the Drafting Committee, were recognised as in conformity with the spirit and letter of Article 22 of the Covenant, and were

confirmed by the Council on July 20th in accordance with the conclusions of the report presented by the Japanese representative.

Of the draft A mandates, only those for Palestine and for Syria and Lebanon were submitted for examination by the Council.

In the discussions which took place at the meetings of the Council, emphasis was laid on the desirability of simultaneously approving these two draft mandates.

As the negotiations which were then proceeding between the Governments of France and Italy in regard to Syria and the Lebanon had not yet been brought to a conclusion satisfactory to both parties, it was decided, on July 24th, 1922, to define the terms of the mandates under reserve of the following declaration:

In view of the declarations which have just been made, and of the agreement reached by all the Members of the Council, the articles of the mandates for Palestine and Syria are approved. The mandates will enter into force, automatically and at the same time, as soon as the Governments of France and Italy have notified the President of the Council of the League of Nations that they have reached an agreement on certain particular points in regard to the latter of these mandates.

A drafting committee appointed by the Council was instructed to introduce certain amendments into the draft mandates especially in order to bring the texts into agreement with the corresponding provisions of the B mandates, which had already been approved by the Council.

Particular attention was given by the Council to the question of the Holy Places. In Article 14 of the draft mandate for Palestine, a special Commission was contemplated for the study of this question. Different views were put forward during the discussions as to the method of appointment, composition, and the duties of this Commission, and the Council reserved its decision on these matters for its next session.

The Council, for this reason, decided that Article 14 of the mandate for Palestine should be as follows:

A special Commission shall be appointed by the mandatory to study, define and determine the rights and claims in connection with the Holy Places and the rights and claims relating to the different religious communities in Palestine. The method of nomination, the composition and the functions of this Commission shall be submitted to the Council of the League for its approval, and the Commission shall not be appointed or enter upon its functions without the approval of the Council.

The President of the Council, when this article was approved, declared on behalf of the Spanish Government that the latter would consider indispensable the presence of a Spanish member among the members of the Commission for the Holy Places. The representatives of France, Italy and Belgium made the same declarations on behalf of their respective Governments.

#### PERMANENT MANDATES COMMISSION.

The Permanent Mandates Commission held its second, session according to Article 1 of its rules of procedure, at the seat of the League of Nations from August 1st to 11th, 1922. The Commission held seventeen meetings, of which two were in public.

The Commission, at its first meeting, re-elected the Marquis Theodoli as Chairman and M. van Rees as Vice-Chairman.

The Commission, during its session, examined the following questions:

#### NATIONAL STATUS OF THE INHABITANTS OF TERRITORIES UNDER B AND C MANDATES.

On this question, concerning which the Commission had been consulted by the Council of the League of Nations, the Commission presented a report with the following conclusions:

1. It is important, in order that the principles laid down in Article 22 of the Covenant may be respected and subject to the provisions in Resolution 3 below, that the native inhabitants of B and C mandated territories should be granted a national status wholly distinct from that of the nationals of the mandatory Power.

2. A special law of the mandatory Power should determine the status of these native inhabitants, who might be given a designation such as "administered persons under mandate" or "protected persons under mandate" of the mandatory Power.

3. It is open to mandatory Powers to which B and C mandated territories have been entrusted to make arrangements in conformity with their own laws for the individual and purely voluntary acquisition of their nationality by inhabitants of these territories.

#### EXAMINATION OF THE ANNUAL REPORTS ON TERRITORIES UNDER A C MANDATE.

The terms of the C mandates were fixed by the Council on December 17th, 1920. The Commission was therefore called upon during its session to study for the first time the annual reports relating to the administration of the territories under this régime. The territories were as follows:

South-West Africa.  
Samoa,  
New Guinea,  
Nauru,  
The Pacific Islands under Japanese mandate.

The Commission studied the reports relating to these territories. It discussed them separately in the presence of the accredited representatives of the Powers which had presented them, except in the case of the report concerning South-West Africa. The mandatory Power for South-West Africa, namely, the Union of South Africa, did not send a representative to attend the session of the Commission.

The Commission, after having discussions in the presence of the representatives of the mandatory Powers, held a public plenary meeting. The Chairman, at this meeting, presented a general report on the administration of the territories under the C mandates and on certain questions connected with them. The Commission noted in this report that the mandatory Powers had, in general, administered the territories entrusted to them in conformity with the guarantees contained in the Covenant and in the mandates at the cost of financial sacrifices which were often considerable.

The Commission drew the particular attention of the Council to the following points:

The first arose from the presence in all the Pacific Islands administered under a mandate of workers imported from various countries from overseas, and especially from China. The introduction of these foreign workers, which was necessary for economic reasons, presented difficulties of a social character. The Commission confined itself for the moment to drawing the attention of the Council to the position and to expressing a wish that the mandatory Powers should in their future reports give all necessary information on the subject.

The second question which had particularly engaged the attention of the Commission was one which arose from the administration of the Island of Nauru. The discussions of the Commission recalled the fact that His Britannic Majesty, who was the mandatory, according to the decision of the Supreme Council on May 7th, 1919, had delegated the duty of administering the island in his behalf to Great Britain, Australia and New Zealand, and that these Governments had reserved to themselves the exclusive rights previously vested in a private monopoly in regard to the exploitation of the phosphate deposits which were the sole natural source of wealth of the island.

As a result of an agreement between the three Governments, Australia was for the moment solely responsible for the government of this territory. The rights of exploitation of the mineral resources of the island were, on the other hand, exercised by three phosphate commissioners, whose powers appeared to be unlimited so far as concerned the enterprise of which they were managers. The Commission felt it its duty to draw attention to the pre-occupations which arose from this situation.

#### EXAMINATION OF THE REPORTS RELATING TO TERRITORIES UNDER B MANDATES.

In accordance with the declarations made by the English, French and Belgian delegates on September 20th, 1921, to the Sixth Committee of the Assembly, the British, French and Belgian Governments presented to the Permanent Mandates Commission the reports which had been prepared for their respective Parliaments on their administration during 1921 of the various territories under the B and A mandates. Reports were received relating to the following territories:

Tanganyika (British),  
Ruanda-Urundi (Belgium),  
The Cameroons (French),  
The Cameroons (British),  
Togo (French),  
Togo (British),  
Syria and Lebanon (French).

These reports were examined in the light of the questionnaires prepared by the Permanent Mandates Commission at its first session. The Commission paid special attention to several questions, such as land tenure, preventive measures against tropical diseases, the economic and customs régime, the partition of Ruanda, the trade in alcohol, and the taking into consideration of the conventions or recommendations of the international labour conferences.

#### PREPARATION OF THE QUESTIONNAIRES.

The Commission noted that the Powers had followed the indications given in the questionnaires which had been drafted for their guidance in presenting the annual reports which it was their duty to present to the Council. The Commission thought it desirable to draft questionnaires for the two A mandates, the British mandate for Palestine and the French mandate for Syria and Lebanon, which the Council had approved at its last session.

#### ADMINISTRATIVE QUESTIONS.

The Commission finally examined several administrative questions. It decided to make certain additions to the B and C questionnaires. It insisted strongly on the importance of receiving in good time a sufficient number of copies of the annual reports of the mandatory Powers and complementary texts of their legislative and administrative measures. It fixed the date of its next ordinary session for July 20th, 1923, and settled the procedure whereby it would deal internally with petitions.

---

### 10

## THE WORK OF THE TECHNICAL ORGANISATIONS.

---

### I. PROVISIONAL ECONOMIC AND FINANCIAL COMMITTEE.

The activities of the Provisional Economic and Financial Committee were noted in the general report (pages 52 to 55) from the end of the Second Assembly up to, and including, the sessions of the Economic Committee and the Financial Committee held in Geneva at the beginning of June.

Pending the forthcoming sessions of the two Committees to be held in September, there remains nothing further to report beyond the decisions taken by the Council in July.

#### *Economic Committee.*

The Council approved the measures taken by the Economic Committee for the examination of the questions submitted to it, and invited it to continue its work, particularly as regards the application of the resolutions of the Economic Commission of the Genoa Conference.

#### *Financial Committee.*

The Council adopted a series of resolutions in approval of the decisions taken by the Financial Committee during its June session. It invited the Committee to consider the methods best suited to foster monetary stability and to make it possible to avoid the consequences caused by too abrupt changes in the values of currencies. It invited the Secretariat to collect information concerning the evasion of taxes, and to ascertain the views of the Governments concerning the extension of any international conventions on the subject at present in existence. It approved the transfer to Geneva of the International Credits Department and the administration of this department by the Secretariat. It thanked the Committee for its unceasing efforts on behalf of Austria; and, noting that the Committee had been remarkably successful in its efforts to obtain the suspension of liens upon Austria, pointed out that the matters in which the Committee had been unsuccessful were those in which no other body had achieved results. It approved the measures taken by the Financial Committee in dealing with a number of particular questions, such as the recent investigation into the finances of the Free City of Danzig, and the steps taken by the Financial Committee to assist Albania, to which country it had sent an expert to report upon the general financial situation.

In connection with the loan to the Czechoslovak Government by Messrs. Baring Brothers, the Council accepted the recommendation of the Financial Committee, and undertook to accept the invitation to nominate persons who should be empowered to make arrangements in the interests of the bondholders in the event of the Czechoslovak Government and Messrs. Baring Brothers not being able to arrive at an arrangement satisfactory to both parties. The Council also agreed to nominate arbitrators in the event of certain disputes arising under the agreement for this loan.

### II. COMMUNICATIONS AND TRANSIT ORGANISATION.

Since the publication of the general report to the Third Assembly on the work of the Council, there been the following developments as regards the ratifications of the Barcelona Conventions: Albania, Bulgaria, The United Kingdom, India, New Zealand and Italy have ratified the

Convention on Freedom of Transit and the Convention on the Regime of Navigable Waterways of International Concern.

The entry into force of the Conventions, which takes place as soon as five States have deposited their ratifications, will occur on October 31st, 1922.

### III. THE HEALTH ORGANISATION.

The Health Committee held its fourth session at Geneva from August 14th to August 21st, 1922. It adopted a number of resolutions, which will be presented to the Council for examination.

#### *Epidemiological Intelligence and the Interchange of Public Health Officials between Various Governments.*

References have already been made to the organisation within the Health Section of the League of a service of epidemiological intelligence, and to a plan for an interchange of public health officials between the health services of various Governments (General Report, page 60).

The Medical Director was able to inform the Health Committee during its August session that the International Health Board of the Rockefeller Foundation, which had previously shown itself interested in the work of the Health Organisation of the League, had offered an annual grant for three years of 32,840 dollars for the organisation of a service of epidemiological intelligence, and 60,080 dollars for the interchange of public health officials. The Committee was asked by the Council of the League to consider in detail the appointment and administration of the funds thus placed at its disposal.

Contracts relating to each of the above services, drafted by the Secretariat, were submitted for the approval of the Health Committee.

The Committee carefully considered the nature and scope of the work to be undertaken by the new service of epidemiological intelligence, and drafted a scheme which will be inserted in the contract to be submitted for approval to the Rockefeller Foundation. The Committee simultaneously considered plans for an interchange of sanitary officials between various countries.

Both the draft contracts will be submitted to the Council in September.

It is provided in the draft contracts that the Rockefeller funds shall be kept apart from the funds provided by the Members of the League and shall be devoted to distinct and specific services. The Committee, in defining these services, kept in view the necessity of distinguishing between work which would naturally be financed by the Members of the League as falling clearly within the obligations of the Covenant, and work which might be appropriately assisted by a private international organisation.

Arrangements have already been made to carry out a preliminary experiment for an interchange among certain countries of sanitary officials. The experiment will be opened at Brussels in October of the present year, and will include a course of instruction to be given by M. Velghe, the director of the Belgian Health Services. It is an essential part of the scheme that a study of the health legislation and health administration of a particular country should be followed by a period of practical instruction in the health services of the country itself.

#### *Epidemic Commission.*

The Health Committee, during its August session, as a result of a careful examination of the latest information available, considered that there was no reason to modify the estimate which it presented to the Council in May of the gravity of the situation in Eastern Europe in regard to the spread of typhus, relapsing fever, cholera, and other epidemic diseases.

Dr. Norman White, the Chief Epidemic Commissioner, reported that the danger of mass infection from the continual movement of repatriated persons and refugees was likely to continue and that a serious situation would thereby be created for Latvia and Lithuania, as well as for Poland, unless great vigilance were exercised.

The Health Committee decided that, if a lack of funds made it necessary during the coming winter to concentrate international effort upon a particular zone of operations, the zone within which this effort was to be made should, in addition to the territory bordering the western frontier of Soviet Russia and the Ukraine, include Russian and Ukrainian territory as far eastward as Velikeluki, Smolensk and the River Dnieper.

The Committee, in taking this decision, noted that the British Government was prepared to contribute funds for carrying out the limited programme which alone appeared to be possible in the circumstances, provided other Members of the League also contributed. This programme should include preventive work on either side of the western frontier of Russia and in the Black Sea ports.

The Chief Epidemic Commissioner, in his report to the Committee in August, described the help which had been given to the border States by the Commission. He indicated the improvements which had been made in the hospitals for infectious diseases, in the internment camps, and in the camps established for repatriated persons and refugees.

The Health Committee noted that the administrative expenses of the Epidemic Commission represented a charge of only 5.7 per cent. of the total sums expended, and recorded its appreciation of the fact that the funds contributed by the League represented only a small fraction of the money which had been expended on preventive measures by the border States themselves. The Committee considered that the Epidemic Commission had been able to achieve results in the campaign against epidemics out of all proportion to its expenditure. It had furnished expert advice and co-ordinated the action required in the different countries. It had supported and strengthened the health services of the various countries, including that of Soviet Russia, and had been able to point at critical times to the weak places in the local organisations, and to strengthen them by the judicious distribution of essential medical material, which could not otherwise have been obtained.

The Health Committee decided to call the attention of the Council to the need for at once renewing the special fund of the Epidemic Commission. It pointed out that the field for successful international effort in combating disease was limited only by the question of the money and material which could be secured, and that so far the invaluable work of the Commission had cost only £200,000— a sum which now was practically exhausted.

The Committee noted in this connection that certain duties of the Commission, for example the sending of missions to infected areas to obtain information as to the prevalence of epidemic diseases, as well as the work of co-ordinating preventive measures, fell within the normal duties of the Health Organisation, as defined by the Covenant, and that in their opinion the expenditure in such duties should be defrayed from the funds of the League.

#### *Revision of the International Sanitary Convention of 1912.*

The Health Committee, during its May session, drew the attention of the Council to the great importance of the earliest possible revision of the International Sanitary Convention of 1912. The Council duly noted this resolution on July 20th, and decided to draw the attention of the Members of the League to the very great importance of the Conference to be convened by the French Government in October, at which this question will be considered.

The "Office international d'Hygiène publique" has already revised a draft text for Part I of the Convention. Action taken in connection with the revision of Parts II and III of the Convention, which deal specifically with Near Eastern questions, was noted in the first general report of the Council to the Third Assembly (page 61).

The Council, on July 20th, decided to forward for consideration to the "Office international d'Hygiène publique" the preliminary work of the Health Committee on Parts II and III of the Convention, and authorised the Secretary General to place the technical services of the League of Nations at the disposal of the French Government and of the Conference.

#### *The Study of Tropical Diseases.*

The Health Committee, during its August session, appointed a sub-committee, to which two questions were referred:

(1) What reply should be given to the Mandates Commission, which had requested the co-operation of the Health Committee in drafting the health section of the questionnaire to be addressed to the mandatory Governments which are administering territories in Equatorial Africa?

(2) What steps were necessary to give effect to the decisions taken by the Committee in May in regard to sleeping sickness (General Report, page 63)?

The sub-committee, in drafting the health section of the questionnaire of the Mandates Commission, laid particular emphasis on the desirability of obtaining information in regard to the practical health administration of the mandated territories.

It decided, in regard to the study of sleeping sickness, that a British, a French and a Belgian expert should be appointed to collect material.

#### *Epidemics in the Far East.*

On August 9th, Dr. Miyajima, the Japanese member of the Health Committee, presented a report on the epidemiological situation in the Far East, and asked that a mission of inquiry should be despatched similar to the inquiry which had recently visited the Near East. He emphasised the importance of stimulating public interest in oriental countries in questions of hygiene, and represented that the researches of a mission of inquiry would facilitate the conclusion of a sanitary convention between the Far Eastern countries, the urgency of which had long been recognised. The League, moreover, would be giving a concrete proof that its work was not limited to European affairs, as, unfortunately, the peoples of the East seemed more and more inclined to suspect.

It was finally decided to recommend in principle the despatch of a small Commission and that a sub-committee of three members should define the details of the inquiry to be undertaken, and consider how the preliminary negotiations should be conducted with the interested Governments

and authorities. The sub-committee would also make recommendations to the Chairman of the Health Committee concerning the appointment of the Commissioners. It was decided, as a matter of principle, that the Commission should concentrate upon collecting information regarding the incidence of epidemic diseases, especially those of international importance, in important ports, and regarding the measures taken to prevent the transmission of these diseases to other ports.

*The Opium Sub-Committee of the Health Committee.*

The Health Committee approved a suggestion received from the Advisory Committee on the Traffic in Opium that a mixed committee on opium should be appointed, consisting of three members of the Opium Advisory Committee and three members of the Health Committee. It was noted that the Advisory Opium Committee had occasionally to deal with medical questions arising out of the traffic in opium and other dangerous drugs, and it was recognised that the appointment of a mixed committee would enable the two Committees to avoid any confusion or overlapping in their work.

The three members appointed by the Health Committee were Dr. Miyajima, Dr. Santoliquido, and Dr. Carrière.

*Procedure and Organisation of the Health Committee.*

The Health Committee, during its August session, adopted rules for its procedure and internal organisation. The Committee, in these rules, carefully defines the relations of the Medical Director with the Committee and with the Council of the League, and describes the powers and responsibilities of the Medical Director and of the Chairman of the Committee between its sessions. They include a provision for the appointment of sub-committees by the Chairman for any questions requiring either decisions of principle or general instructions which cannot be settled by the Medical Director according to directions already received.

The Committee acted upon a resolution adopted by the Council in July, inviting it to appoint a member of German nationality.

*The Standardisation of Sera and Serological Tests.*

The Chairman reported to the Committee on the progress made with the standardisation of sera and serological tests (General Report, page 62).

The Chairman was authorised to convene any small technical conference that he might judge to be necessary and to obtain the collaboration of institutes and specialists other than those so far engaged in the work. He announced that a considerable advance had been achieved in respect of the anti-tetanus and anti-diphtheria sera, and that there would be a conference of experts in September to compare results.

The investigations in regard to the other sera were not so far advanced. There had been some interesting experiments in the sero-diagnosis of syphilis, but the laboratories engaged in these researches had announced remarkably different results. It would be necessary to conduct further investigations and to discover the causes of the differences which had been noted.

## THE GENOA CONFERENCE AND THE LEAGUE OF NATIONS.

---

The Italian representative, on July 22nd, 1922, presented a report to the Council of the League on the Genoa Conference and the League of Nations (General Report, page 63). He noted with satisfaction that the Genoa Conference had given a fresh proof of the confidence of the Governments in the League of Nations, and, on behalf of his colleagues, thanked the Secretariat for the assistance it had rendered at the Conference.

It was noted that the resolution of the Genoa Conference imposed a considerable amount of additional work on the various organisations of the League and on the Secretariat.

---

## SOCIAL QUESTIONS.

---

### I. TRAFFIC IN OPIUM AND OTHER DANGEROUS DRUGS.

The Council, on July 21st, decided that it would again refer back to the Advisory Committee on Opium for its further consideration those passages of its report upon the revision of which the Committee had been unable to agree, and which the Council at its last session had invited it to reconsider (General Report, page 72). The Council asked the Committee to deal with the question before the report came up for discussion at the Assembly. The Committee will meet on September 1st, 1922.

The passage in question refers to the cultivation of the poppy in China.

### II. TRAFFIC IN WOMEN AND CHILDREN.

The Council, on July 17th, considered and approved the report on the work of the Advisory Committee on Traffic in Women and Children accomplished during the session held at Geneva from June 28th to July 1st, 1922 (General Report, page 73).

### III. DEPORTATION OF WOMEN AND CHILDREN IN TURKEY AND THE NEIGHBOURING COUNTRIES.

The Secretary-General informed the Council on July 17th that the Commission of Enquiry at Constantinople had definitely accepted the duty of reclaiming deported persons (General Report, page 75).

The Commission of Enquiry has thus, in accordance with the resolution passed by the Council on May 12th, undertaken the duties of the Chief Commissioner pending his appointment, and the funds allocated to the use of the Chief Commissioner have been made available for the work.

## RELIEF OF RUSSIAN REFUGEES.

---

The Council, on July 20th, heard a further report from Dr. Nansen on the relief of Russian refugees.

### *The Russian Refugees in Constantinople*<sup>1</sup>.

Dr. Nansen informed the Council that only a part of the £ 30,000 required for the evacuation of the refugees in Constantinople had been promised by Members of the League in response to the appeal addressed to them by the Council during its previous session (General Report, page 78). Belgium, Brazil, China, Czechoslovakia, Great Britain, Japan and Switzerland had promised between them approximately £ 17,000. He reminded the Council that the American Relief Administration had promised to feed the refugees for four months pending their evacuation, and to contribute 25,000 dollars towards evacuation expenses, provided the £ 30,000 could be secured. He was glad to say that the American Red Cross had offered to guarantee the balance of the

---

<sup>1</sup> Line 47, page 78, of the English text of the Report to the Third Assembly should read "The High Commissioner informed the Council that the offer of the A. R. A. etc."



£ 30,000 required, but he hoped that the Members of the League would be able to contribute the whole sum, and that the American Red Cross contribution might be held in reserve as a margin of safety.

Since the establishment of the High Commissariat, no fewer than 9,000 refugees have been evacuated from Constantinople, whilst 1,000 have secured permanent employment in the vicinity. About one-third of the work of evacuation has thus been accomplished, 18,000 refugees still remaining.

The High Commissioner has appointed a special committee in Constantinople to deal with the administration of the £ 30,000, consisting of his delegates, Colonel Procter and M. Burnier, Mr. Ringland, of the American Relief Administration, and Major Davis, of the American Red Cross, Admiral Bristol, the U. S. High Commissioner in Constantinople, has also consented to serve on this Committee.

Arrangements are being made with the Bulgarian Government and the Russian Red Cross in Bulgaria for the transfer of about 1,000 invalids with their families, some 2,500 refugees in all, from Constantinople to Bulgaria. This category of refugees constitutes one of the most difficult problems with which the High Commissariat has to deal.

Negotiations are also in progress for the evacuation of about 1,000 Siberians to Vladivostock and upwards of 600 Jewish Russian refugees to Palestine.

#### *Egypt, Cyprus and the Serb-Croat-Slovene State.*

Dr. Nansen was able to report that the refugees camps in Egypt and Cyprus had been closed, and that the work of evacuation was practically finished.

The necessary arrangements had been carried out by agreement with the British Government, from whom the High Commissioner had taken over about 4,600 refugees in Egypt, Cyprus and the Serb-Croat-Slovene State, in return for the sum of £ 150,000.

The refugees from the camps in Egypt and Cyprus were mostly evacuated to Bulgaria, and arrangements had been made to deal with the major portion of them. Negotiations were in progress with the Government of the Serb-Croat-Slovene State, as a result of which it was expected that the Government would assume the responsibility for the remaining 1,500 Lemnos refugees in its territory.

#### *Identity Certificates and Visas for Refugees.*

The Council further considered the recommendations of the Advisory Committee of Private Organisations which had met on May 29th and 30th (General Report, page 78).

In accordance with a recommendation of this Committee, Dr. Nansen had convened a conference of Government representatives to consider the question of identity papers and visas for Russian refugees. The Conference met in Geneva from July 3rd to July 5th under the chairmanship of Dr. van Hamel, chief of the Legal Section of the Secretariat. Sixteen countries were represented, namely, Austria, Bulgaria, Czechoslovakia, Finland, France, Germany, Great Britain, Greece, Hungary, Japan, Poland, Roumania, the Serb-Croat-Slovene State, Spain, Sweden and Switzerland.

The Conference adopted unanimously a simplified form of identity certificate.

The Council decided, on July 20th, to recommend all the Members of the League and the Governments of all countries interested in the problem of Russian refugees to adopt this form of identity certificate, and to notify the Secretary-General as early as possible of their agreement to this arrangement.

## THE FAMINE IN RUSSIA.

---

The Council, on May 16th, 1922, considered a proposal of the Norwegian Government that a Commission of Enquiry should be appointed to investigate the facts of the situation in Russia (General Report, page 79).

The Council referred this proposal to the Genoa Conference, which was then in progress. The Genoa Conference was unable for lack of time to consider it, and referred it back to the Council of the League.

Dr. Nansen again presented the proposal to the Council on July 20th, 1922. He said that, in the opinion of the Norwegian Government, the need for a Commission of Inquiry was not less acute than when the proposal had first been made. He emphasised the economic importance of the question, and said it was the conviction of the Norwegian Government that trade in Europe could not be restored to its normal activity until Russia was again in a position to export her products and to open her markets.

Nothing had occurred to encourage any reasonable hope that the problems of famine and disease would be less acute during the coming year. Two million people had died in the famine region of starvation alone, and at least twenty million had suffered in their productive capacity from the privations to which they had been submitted. At the most sanguine computation, the harvest for 1922 would be 50 %, or 33 million tons, below that of 1916. Less than half the normal yield was expected in the Ukraine.

Dr Nansen laid particular emphasis upon the necessity of re-establishing agriculture in Russia, and for this purpose insisted on the need of providing Russian peasants with animals and seed. The problem of draught animals, of which from 55 % to 95 % had perished, would have to be faced immediately, as, without assistance, it would be very difficult to reap the harvest or to plough for the coming year. The seed problem would have to be faced in the early spring. Unless assistance were afforded, famine conditions might be prolonged into 1924.

The Norwegian Government considered that, in order to awaken public opinion as to the actual position in Russia, the proposed Commission of Enquiry was essential. There existed a large mass of information in the possession of the Governments and of the various relief organisations. It was necessary that this information should be studied and compared, and that an authentic and authoritative statement should be issued by an impartial body, which might command the confidence both of the Governments and of the public.

The Council, on July 20th, decided that the Secretariat of the League should be authorised to collect, arrange and tabulate all the information obtainable from the various Governments and relief organisations and other agencies working in Russia, and to complete it whenever possible from other sources. The object of this work was to present to the Council as complete and accurate a picture as possible of the actual famine situation in Russia, and to render this information accessible to the public. It was understood that a commission of experts might be appointed to make use of the material thus obtained and to examine what conclusions might be drawn from it, provided the results of the work of the Secretariat, when finished, appeared to justify further action.

---

15.

COMMITTEE ON INTELLECTUAL CO-OPERATION

---

In conformity with the decision taken by the Council on May 15th, 1922, the Committee entrusted with the duty of examining international problems connected with intellectual co-operation, held its first session at Geneva from August 1st to 5th, 1922.

All those who had been appointed by the Council to sit on this Committee were present, with the exception of Professor Einstein who was prevented at the last moment from coming to Geneva, having been summoned to Japan on a scientific mission. Professor Einstein had assured the Committee that he would participate in its work upon his return. The Committee was composed as follows:

- |                                   |   |
|-----------------------------------|---|
| M. D. N. BANERJEE,                | Professor of Political Economy at Calcutta University.  |
| M. H. BERGSON,                    | Honorary Professor of Philosophy at the Collège de France, Member of the French Academy, Member of the Academy of Moral and Political Science.                        |
| M <sup>lle</sup> BONNEVIE,        | Professor of Zoology at Christiania University, Delegate to the Assembly of the League of Nations.  |
| M. A. DE CASTRO,                  | Director of the Faculty of Medicine at Rio de Janeiro University.   |
| M <sup>me</sup> CURIE-SKLODOWSKA, | Professor of Physics at the Paris University, Hon. Professor at Warsaw University, Member of the Warsaw Scientific Society.   |
| M. J. DESTRÉE,                    | Formerly Minister for Sciences and Fine Arts, Member of the Belgian Academy of French Language and Literature.  |
| Prof. G. E. HALE,                 | Director of the Mount Wilson Observatory, Member of the International Council for Research, Hon. President of the National Council for Research of the United States. |

- Prof. G. A. MURRAY, Professor of Greek Philosophy at Oxford University, Member of the Council of the British Academy, Delegate for South Africa to the Assembly of the League of Nations.
- M. G. DE REYNOLD, Professor of French Literature at Berne University.
- M. F. RUFFINI, Professor of Ecclesiastical Law at Turin University, formerly Minister for Education, President of the Union of the League of Nations Associations, President of the Royal Academy of Turin.
- M. L. de TORRES-QUEVEDO, Director of the Madrid Electro-Mechanical Laboratory, Member of the Commission for the Extension of Scientific Study (Junta Para Ampliacion de Estudios), Member of the Madrid Academy of Science.
- Prof. R. A. MILLIKAN, Director of the Norman Bridge Laboratory of Physics at the Californian Technological Institute, Vice-President of the National Research Council of the United States, Member of the International Council for Research (Substitute for Dr. Hale who was prevented from being present at all of the meetings).
- M. BERGSON, was elected President;
- Prof. MURRAY, Vice-President, and
- M. DE REYNOLD, Rapporteur

In view of the length of its agenda and the limited time at its disposal, the Committee started by deciding on its method of work and defining the limits of its activity. It suggested that the Council should at once institute an enquiry into the condition of intellectual work in the various countries, and drew the Council's attention of the desparate conditions of intellectual life in certain European countries and to the urgent necessity of taking action. It asked M. de Reynold and Mme. Curie-Sklodowska to prepare as soon as possible a report, to serve as a model, upon the conditions of intellectual life in Austria and in Poland respectively.

It set up a sub-committee, comprising Mme. Curie-Sklodowska and M. Destrée, with M. Bergson in the Chair. This sub-committee might co-opt from three to five experts from the class of intellectual workers whose collaboration appeared to be required, *i.e.*, bibliographers and scientists with special knowledge. It would be the duty of this commission to study questions concerned with bibliography and particularly any means by which an improvement might be made in the branch of bibliography known as "periodical".

It drew the Council's attention to the Brussels Conventions of March 15th, 1886, dealing with the international exchange of publications and to the desirability of improving these conventions and providing for their more extensive application.

It laid down the principle that intellectual co-operation in scientific research was the concern of the scientific societies themselves. The committee, however, was desirous, in practice, to afford them all possible support, and it accordingly retained the question of co-operation among men of science on the agenda of its next session.

It decided to study at once the question of constituting an international fund for providing loans and credits for assisting scientific research.

It entrusted one of its members with the duty of investigating means for regulating internationally the preservation and the alienation of archæological monuments by compiling a list of archæological treasures brought to light, by drawing up a general plan of research, and by determining the procedure and methods to be applied to these researches.

The Committee considered that some effort in the direction of co-operation between the universities was one of the pressing needs of modern civilisation. Accordingly, it instructed a sub-committee comprising M. de Castro, M. Millikan, M. Murray, M. Destrée and M. de Reynold, with M. Bergson in the Chair, to undertake the preparation of an international congress of such universities as it might decide to convene as soon as circumstances permitted. The principal points to be dealt with would be as follows: Exchange of professors, exchange of students, standardisation of studies and university degrees, the institution of international scholarships, international holiday courses and a central office for university information. The sub-committee will work in co-operation with the various universities and will encourage them to organise among themselves either national congresses or congresses of groups of nations.

The Committee entrusted a sub-committee comprising M. Destrée, M. Millikan, M. Ruffini and M. de Torres-Quevedo with the duty of studying by what means intellectual proprietary rights and scientific proprietary rights in particular may receive adequate protection.

The Committee considered a resolution taken by the Assembly on October 1st, 1922, and referred to it by the Temporary Mixed Commission for the Reduction of Armaments. The Committee was asked to suggest methods by which scientists throughout the world might be induced to publish their discoveries in respect of poison gas and chemical warfare. The Committee declared its inability to suggest any method for giving effect to the proposal.